

JOURNAL DE S^T-PETERSBOURG

POLITIQUE, LITTÉRAIRE, COMMERCIAL ET INDUSTRIEL.

ADMINISTRATION. — REDACTION.
Toute communication adressée à l'administration du Journal doit être adressée au bureau de la rédaction, Maximilianovsky (ancien Glonkhof) personnel, maison Duxau, n° 15.
Toute communication destinée à l'insertion doit être signée et accompagnée de l'adresse de l'expéditeur. — Les lettres non affranchies ne sont pas reçues.
Les abonnés de l'étranger sont priés d'accompagner leurs lettres d'un mandat sur une banque de St-Petersbourg ou d'un mandat sur une banque de St-Petersbourg ou d'un mandat sur une banque de St-Petersbourg.

PRIX DES ANNONCES A ST-PETERSBOURG
ANGLAIS ET AFFICHES : 10 cop. la ligne.
RECLAMES : 25 —
FAITS DIVERS : 75 —

S'adresser à St-Petersbourg, au bureau spécial du Journal, lib. de la Cour Impériale, n° 15, de la Police, m. de l'église hollandaise, et à l'Administration du Journal, Maximilianovsky (ancien Glonkhof) personnel, maison Duxau, n° 15.
KYMEL, libraire à Kiev; R. ULMANN et C^o, bureau de commissions à Ekaterinoslaw; K. F. BODIKIEWICZ, libraire à Jitomir; et G. BAERENSTAMM, libraire à Tiflis; à Paris, à l'Office de Publicité Russe, Chausse d'Antin, 28; à Londres, chez DELIZY, Davies et C^o, 1, Cecil street, Strand, W. C.; à Berlin, Rud. Mosse, Grosse-Friedrichstr., n° 63; à Hambourg, chez HAASENSTEIN et VOGEL.

PRIX D'ANNONCEMENT A ST-PETERSBOURG.

Russie	Union postale	Autres pays
1 ^{re} ligne, 1 ^{er} jour	2 r. 50	3 r. 50
2 ^{de} ligne, 1 ^{er} jour	2 r. 50	3 r. 50
3 ^e ligne, 1 ^{er} jour	2 r. 50	3 r. 50
4 ^e ligne, 1 ^{er} jour	2 r. 50	3 r. 50
5 ^e ligne, 1 ^{er} jour	2 r. 50	3 r. 50
6 ^e ligne, 1 ^{er} jour	2 r. 50	3 r. 50
7 ^e ligne, 1 ^{er} jour	2 r. 50	3 r. 50
8 ^e ligne, 1 ^{er} jour	2 r. 50	3 r. 50
9 ^e ligne, 1 ^{er} jour	2 r. 50	3 r. 50
10 ^e ligne, 1 ^{er} jour	2 r. 50	3 r. 50

CONDITIONS D'ABONNEMENT.

Les abonnements d'un an ne peuvent être pris que du 1^{er} JANVIER.
Les abonnements de six mois ne peuvent être pris que du 1^{er} JANVIER.
Les abonnements de trois mois ne peuvent être pris que du 1^{er} JANVIER.
Les abonnements de un mois ne peuvent être pris que du 1^{er} JANVIER.
Les abonnements de six semaines ne peuvent être pris que du 1^{er} JANVIER.
Les abonnements de trois semaines ne peuvent être pris que du 1^{er} JANVIER.
Les abonnements de une semaine ne peuvent être pris que du 1^{er} JANVIER.

AVIS.

Nos ateliers étant fermés aujourd'hui, vendredi 16 février, à l'occasion du CARNAVAL, le n° 46 du Journal de St-Petersbourg ne paraîtra que dimanche prochain, 18 février.

PARTIE NON OFFICIELLE.

SAINT-PETERSBOURG, 15 février.

Le *Messageur judiciaire* croit savoir que l'examen définitif du projet de réforme militaire n'aura lieu qu'au commencement du mois de mars, les conclusions des différents ministères consultés ne pouvant pas être présentées avant le 20 février.

Les *Nouvelles contemporaines* (de Moscou) décrivent comme suit la première entrevue du nouveau recteur de l'université de Varsovie, M. le professeur Blagoviestchensky, avec les étudiants de cette école supérieure :

« Le recteur a dit en s'adressant aux étudiants : « Je ne vous ferai aucun discours, messieurs. Je vous ai réunis exclusivement pour faire votre connaissance. Mon prédécesseur, ainsi que M. l'inspecteur de l'université, ses adjoints et tous ceux qui sont en contact avec vous, m'ont déclaré unanimement que votre conduite est bonne sous tous les rapports. Il ne me reste donc plus qu'à souhaiter qu'il en soit de même sous ma direction. Les conditions requises d'un bon étudiant sont celles-ci : (M. le recteur a exposé sa manière d'envisager la question et, s'adressant à un étudiant qui l'écouloit avec une attention vivante, lui a dit) : « Vous devez être un de ces étudiants-là, dit-il, qui ne se contente pas de se contenter de la main s'adressant à tous ceux qui se considèrent comme de bons étudiants. Je forme les meilleurs vœux pour vous pendant votre séjour à l'université, ainsi que pour le reste de votre vie. Tous les bons sujets, tous les étudiants dignes de porter ce nom trouveront toujours en moi un ami sincère et un homme prêt à intervenir pour eux en cas de besoin. »

Après cette courte allocution, le recteur a pris congé des étudiants et a passé dans une autre salle, où il a dû attendre assez longtemps la voiture de son logement qu'il s'était fait amener. M. Blagoviestchensky était persuadé que les étudiants étaient partis depuis longtemps, aussi a-t-il été très agréablement surpris de voir qu'ils l'attendaient dans la cour, rangés en double haie pour le saluer à son départ.

Le synode provincial évangélique-luthérien de St-Petersbourg a tenu sa 39^e session du 6 au 9 février.

La première séance a été ouverte solennellement par un service religieux à l'église de St-Pierre. C'est M. le surintendant docteur Frommann qui a prononcé le discours d'inauguration.

L'assemblée synodale se composait d'une cinquantaine de pasteurs, dont deux de la Livonie, à titre d'hôtes, et un des colonies luthériennes du midi de la Russie.

Voici, d'après un compte-rendu publié par la *Nordische Presse*, quelques détails sur les travaux du synode et sur les sentiments dont ses membres sont animés à l'égard des grandes questions religieuses agitées en Occident.

Les questions à l'ordre du jour étaient les suivantes :

- 1^{re} Formation et développement des dogmes.
- 2^e Quelle serait l'organisation ecclésiastique à projeter pour l'avenir de la séparation de l'Eglise d'avec l'Etat ?
- 3^e Le christianisme et la civilisation dans leurs rapports mutuels.

Le premier sujet avait été traité par M. le pasteur Stieren, le second par MM. les pasteurs Nöltingk et Jürgensen, et le troisième

par MM. les pasteurs Masing et Bartholdy, à titre de rapporteurs.

Les conclusions du travail de M. Stieren étaient que le développement du dogme est incontestable, mais que ce développement ne peut résulter que d'une intelligence toujours plus complète des vérités du salut, et que toute modification du dogme ne peut avoir pour but que de rectifier de fausses interprétations des Saintes Ecritures, dans lesquelles d'ailleurs tout dogme défini par les hommes devra toujours trouver son correctif.

Le rapport sur l'organisation ecclésiastique, dans le cas où l'Eglise serait séparée de l'Etat, faisait ressortir que pour l'Eglise évangélique-luthérienne en Russie, ce problème n'a qu'une valeur purement théorique, tandis qu'en Allemagne, par exemple, il est peut-être à la veille de devenir une question vitale. Une séparation de l'Eglise de l'Etat en Russie n'est point, selon les rapports de MM. Nöltingk et Jürgensen, une éventualité d'un avenir rapproché, et si elle devait surgir un jour, une constitution ecclésiastique élaborée dès à présent serait difficilement appropriée aux conditions de l'avenir. De plus, dans ce dernier cas, l'Allemagne aurait certainement déjà pris les devants et l'Eglise évangélique-luthérienne en Russie aurait ainsi pour se diriger l'exemple de ce qui se serait fait dans ce pays.

Quant au troisième sujet : le christianisme et la civilisation dans leurs rapports mutuels, les auteurs du rapport, MM. Masing et Bartholdy, ont conclu en recommandant des relations plus fréquentes entre ecclésiastiques et laïques et une reconnaissance « d'activité apologétique » au moyen de conférences, de la presse, etc., afin de faciliter par cette voie des explications et une entente avec les cercles laïques, « qui deviennent de plus en plus étrangers à l'Eglise ».

Le synode s'est occupé en outre d'une question pratique formulée sous le titre de : « Rapports des communautés ecclésiastiques avec la commune civile à la suite de sa récente organisation. »

Les rapports sur cette question ont été présentés par MM. les pasteurs Elquist et Murrmann, et le synode a décidé à ce sujet, sur la proposition de M. Elquist, d'instituer une commission, sous la présidence du surintendant, chargée d'élaborer pour la prochaine session du synode un projet de statut destiné à régler ces rapports et lequel serait ensuite discuté, et le cas échéant, soumis à l'approbation de l'autorité compétente.

Voici à peu près textuellement les réflexions que fait le correspondant de la *Nordische Presse* sur l'esprit général qui règne au sein du synode évangélique-luthérien :

« Notre synode se distingue essentiellement de la plupart des synodes de l'Allemagne en ce que nos pasteurs adhèrent sans exception à la confession de foi de l'Eglise. Le *Protestantenverein* ne compte point de partisans chez nous, et il n'en comptera probablement jamais, parce que, grâce à son inconscience, il croit de plus en plus à sa tombe de ses propres mains. David Strauss lui-même, dans son dernier ouvrage, a flagellé de son impitoyable critique, écrasante dans ce cas, ce demi-principe du *Protestantenverein*, selon lequel, en dépit de toutes les phrases, le Christ n'est qu'un simple homme, tandis qu'on n'en doit pas moins célébrer chaque dimanche un service divin en son honneur. »

« Cette profession de foi n'implique nullement, pour nous, un culte rigide de la lettre... »

« En conclusion, nous pouvons dire que si notre synode est composé d'éléments disparates (les pasteurs de St-Petersbourg et ceux des communautés rurales), il est néanmoins complètement uni. »

Une des questions à traiter pour la prochaine session du synode sera celle de savoir : « Jusqu'à quel point les confessions de foi de l'Eglise évangélique-luthérienne sont obligatoires pour chacun des membres de la communauté. »

THEATRE FRANÇAIS.

M^{lle} NAPTAL à St-Petersbourg.

Au moment où M^{lle} Naptal s'apprête à dire adieu à notre scène et à se retirer définitivement du théâtre, au moment où l'on se dispute avec acharnement les places pour ses dernières représentations, dans l'impossibilité où l'on est de s'en procurer pour la représentation d'adieu, nous croyons qu'on nous saura gré de jeter un coup d'œil rapide sur le passé de l'éminente artiste et de rappeler brièvement les principaux succès obtenus par elle sur notre scène.

Lorsqu'elle quitta Paris au commencement de l'année théâtrale 1857-1858 pour se fixer à Petersbourg elle occupait une des premières places dans la capitale française. D'abord pensionnaire de l'Odéon, où la jeunesse des écoles applaudissait son ingénuité un peu étudiée, mais pleine de charme et de grâce lorsqu'elle débütait les vers de ces tragédies, classiques ou romantiques, dont le succès théâtral faisait alors une furieuse consommation, elle passa ensuite au Théâtre-Français; puis tout à coup, on apprit que la jeune tragédienne avait abandonné Cornélie pour Dennerly et Racine pour Frédéric Soulié, le théâtre des douleurs concentrées pour un de ceux où la passion rugissait à l'aise et grossissait la voix pour se faire comprendre d'une foule moins lettrée. Il serait trop long d'indiquer toutes les créations de M^{lle} Naptal, devenue M^{lle} Arnaud, à l'Ambigu et à la Gaîté.

Contentons-nous de signaler un de ses succès les plus éclatants : la *Closerie des Genêts*. Dans ce chef-d'œuvre de mélodrames il y a deux amies qui se traitent en sœurs, bien que l'une soit fille d'un fermier et l'autre d'un général; l'une se laisse séduire, et l'autre se laisse accuser pour elle, à peu près comme les deux

sœurs du Centenaire. La jeune fille séduite, c'était M^{lle} Guyon, devenue depuis sociétaire du Théâtre-Français; l'amie généreuse et dévouée, c'était M^{lle} Naptal, qui avait tout fait pour la nuance d'affection qui gâtait un peu son ingénuité à ses débuts et qui était alors tout simplement naturelle et vraie. Plus tard, quand la *Closerie des Genêts* fut jouée à Petersbourg, M^{lle} Naptal abandonna à M^{lle} Lagrange le rôle où elle avait été applaudie à Paris, pour se charger du personnage plus pathétique et plus difficile de Louise.

Lorsqu'elle arriva à Petersbourg, M^{lle} Naptal débuta par trois pièces d'un caractère très différent : un drame à passions violentes, qu'elle venait de jouer à la Gaîté, *Lionie*, du grand valet Dennerly ; un drame du Théâtre-Français et une comédie de l'ancien répertoire. Le drame luthérien n'était autre que le *Henri III* d'Alexandre Dumas père, ce drame mystérieux que saupoudré d'histoire, qui eut l'honneur de fournir l'occasion de la première bataille entre les classiques et les romantiques et qui doit à cette circonstance une réputation quelque peu exagérée. Il renferme un rôle dramatique, celui de la duchesse de Guise, dont un mari jaloux menaçait le poignet pour la forcer à donner un rendez-vous où celui qu'elle aime doit trouver la mort; c'est le rôle que M^{lle} Naptal s'était réservé, et elle y était belle de souffrance matérielle et de terreur.

La comédie qui vint ensuite était un caractère plus calme, bien qu'elle roule aussi sur une querelle de ménage, c'était la *Gageure sur un nom* de Molière. Au XVI^e siècle, Scarron le poète burlesque, le premier mari de la seconde femme de Louis XIV, trouva la principale situation de cette pièce dans une comédie espagnole; il en fit une nouvelle, la *Précieuse ridiculement*. Séduite, qui dans sa jeu-

— Les recettes des donanes, à la date du 8 février 1873, montaient à 54,358,341 r., soit 5,078,982 r. de plus qu'en 1872. L'importation des métaux (12,780,950 r.) accusait une augmentation de 5,611,050 r., et l'exportation (6,830,808 r.) avait diminué de 10,060,764 r., comparativement aux chiffres correspondants de l'année dernière.

— La Voie annonce que le 10 mars aura lieu à Nicolaïev la mise à flot de la première *popovka* (vaisseau entrassé à coque ronde), qui est baptisée du nom de *Novgorod*. Ce sera notre premier navire blindé dans les eaux de la mer Noire.

— La Voie rectifie en un point la nouvelle donnée par elle de l'arrestation des officiers impliqués dans le procès du capitaine en second Kvitinsky. Ces officiers ont été mis en état d'arrestation sur un ordre qui n'émanait pas du tribunal militaire de St-Petersbourg.

— La *Médecine contemporaine* annonce que le sirop d'opium, qui se vendait jusqu'à présent librement dans les pharmacies, vient d'être déclaré dangereux par les autorités médicales et ne sera vendue désormais que sur présentation d'une ordonnance d'un médecin. Cette mesure a été provoquée par l'abus que les nourrices et les mères faisaient de ce sirop dans l'intention de calmer les enfants en leur procurant un sommeil factice, qui aboutissait très souvent à la mort.

— Le *Messageur officiel* constate 9 cas d'accidents survenus sur nos chemins de fer du 9 au 12 février; il y a donc ce nombre 3 cas de déraillement sur les lignes de Moscou-Koursk (2) et de Koursk-Khar'kov-Azov. Sur la ligne de Poti-Tiflis un éboulement de la tranchée entre les stations de Kvirilly et Betjoubane a interrompu la circulation, qui a été rétablie le 12 février pour les trains de marchandises et le 13 pour les trains de voyageurs.

— Un phénomène atmosphérique, assez rare en cette saison, est signalé de Yaroslavl. Deux coups de tonnerre, accompagnés d'éclairs, ont retenti le 20 février, à 4 h. 30 m. du soir, tandis que le thermomètre marquait 2^e R. au-dessous de zéro. Le phénomène a été suivi d'une obscurité complète, qui a duré dix minutes, après quoi il est tombé une neige abondante.

— Le capitaine Bunelle, aérostier militaire français, se propose de diriger dimanche, 25 février, une ascension à l'école des Cadets de Vassili-Ostrov avec l'un des aérostiers ayant servi lors du siège de Paris pendant la guerre franco-allemande.

Cette ascension, fixée d'abord au 18, a dû être reculée d'une semaine, pour pouvoir faire les travaux d'aménagement, qui nécessitent un concours d'ouvriers difficile à réunir en ces temps de carnaval.

LES JOURNAUX RUSSES. — Le *Monde russe* revient au projet d'organisation de sections de pompes à incendie sur les chemins de fer, organisation rendue plus pressante par les fréquents incendies signalés dans le voisinage de nos voies ferrées. Indépendamment des causes générales qui tendent à multiplier ces redoutables sinistres en Russie, — dit ce journal, — telles que les agglomérations de constructions en bois, — les chemins de fer eux-mêmes doivent être considérés comme des foyers permanents d'incendie, d'abord par suite des amas de matières inflammables que renferment leurs entrepôts, ou des approvisionnements de combustible servant à leur exploitation, — et ensuite à cause des étincelles jaillissant des locomotives, et pouvant incendier les fourrages, les forêts, les villages ou les entrepôts de fourrages, de blé, etc., qui avoisinent les lignes ferrées.

En présence de ce danger incessant, il faut reconnaître, — ajoute le *Monde russe*, — qu'aucune mesure de précaution n'avait été prise

qu'ici, de sorte qu'en cas de sinistre on ait réduit à attendre des secours des villes voisines ou des faibles ressources dont disposent les propriétaires riverains. Cependant, au congrès des délégués de tous les chemins de fer (en novembre 1872), un projet sur l'organisation de sections de pompes dans les stations, a été présenté sous les auspices du ministère de l'intérieur, mais en raison du caractère privé des réunions du congrès, son opinion sur ce projet était restée inconnue.

Afin cette importante question vient de recevoir une complète solution par une circulaire ministérielle des voies de communication en date du 29 janvier. Ce document montre que non-seulement les dispositions proposées par le projet sont devenues des règles obligatoires pour les compagnies de chemins de fer, mais encore, de sa propre initiative, le ministre a édicté à toutes les stations sans exception l'obligation d'organiser une section de pompes mûe de tout le matériel qui en dépend, tandis que le projet primitif ne visait que les stations urbaines, pour commencer.

Un simple aperçu des règlements édictés par la circulaire ministérielle suffira pour faire apprécier les nombreux bienfaits qui en découleront à l'avenir. Ainsi, outre son matériel de pompes, chaque station devra être pourvue d'une escouade de pompiers ou d'ouvriers dressés à la manœuvre de ces appareils; un réservoir plein d'eau sera adapté à chaque locomotive; des trains spéciaux seront réservés pour transporter rapidement sur les lieux incendiés les pompes et les pompiers; il sera fait des revues et des essais mensuels des pompes et du service qui en dépend; les entrepôts de pétrole, de suif et autres matières combustibles seront éloignés des stations à une distance réglementaire; enfin des mesures préventives seront prises contre les effets des étincelles jaillissant des locomotives, etc.

Maintenant, si l'on considère que notre réseau de chemins de fer s'étend déjà à 14,000 verstes, en admettant une station par 25 verstes cela fait 560 stations, et par conséquent un égal nombre de sections de pompes qu'il s'agit d'organiser, et qui pourront, grâce à la rapidité du transport, étendre leur action tutélaire sur un rayon assez étendu autour de chaque station. Il ne nous reste plus qu'à désirer, — dit en terminant le *Monde russe*, — de voir promptement et résolument appliquer cette importante réforme dans toute l'étendue de l'Empire, où trop souvent des populations entières, — et presque toujours des plus pauvres — ont été victimes du redoutable fléau qu'elle est appelée à combattre.

A propos des armes spéciales, — telles que le génie et l'artillerie, — qui sont une des forces vives de l'armée, la Voie dit que jusqu'à présent, dans le recrutement de ces corps, on a eu égard moins aux conditions physiques qu'au développement intellectuel, — ainsi que cela était d'ailleurs indiqué dans les instructions existantes, — la diminution du temps de service doit rendre plus rigoureuse encore cette disposition de la loi. En effet, plus il est difficile d'améliorer dans un court intervalle la valeur intellectuelle des recrues, plus il devient indispensable de suppléer à cette insuffisance de temps par le mérite des cadres, c'est-à-dire d'élever le niveau de l'instruction des officiers des armes spéciales. Cependant, il a paru chez nous, — continue la Voie, — des règlements tendant à diminuer la valeur des cadres de l'artillerie, sous le double rapport de la quantité et de la qualité. On ne peut justifier ces mesures par la nécessité de suppléer au man-

que d'officiers d'artillerie, car on prend en même temps des mesures qui sont de nature à éloigner de ce corps les jeunes gens instruits. Ainsi la solde des officiers d'artillerie est inférieure à celle des officiers de ligne, ce qui attache aux premiers une certaine défaveur toujours blessante, — surtout chez un militaire. Le moyen de remédier à cet inconvénient serait, — selon le même journal, — d'attirer dans les corps spéciaux des jeunes gens ayant reçu une haute instruction, — technique autant que possible, et de prévenir les permutations des jeunes officiers capables, ou leur désir d'embrasser une autre carrière, en élevant leur solde, et en leur donnant une importance supérieure à celle des officiers des autres corps.

Au contraire, en vertu du nouveau règlement projeté, il est question de rendre obligatoires deux années de service actif pour chaque année d'instruction dans les établissements militaires, de sorte que les officiers des corps spéciaux, dont l'instruction dure trois ans, devront servir six ans, tandis que les autres officiers, qui ne passent que deux ans dans les mêmes établissements, ne sont tenus qu'à un service de quatre ans. Il en résultera indubitablement que les jeunes gens instruits, en vue du service obligatoire, préféreront s'engager comme volontaires dans des corps non-spéciaux, et sans passer par les établissements militaires, pour ne pas augmenter la durée de leur service actif; de sorte que les corps qui ont le plus besoin d'officiers ayant reçu une éducation supérieure, seront précisément privés de cette ressource.

L'observation relative à la durée du service dans l'artillerie et le génie peut à plus forte raison s'appliquer à la cavalerie. En effet, deux ans suffisent pour compléter l'instruction d'un cavalier; ce service n'exigeant aucune connaissance spéciale, et consistant presque exclusivement en exercices pratiques. Ainsi, en limitant la durée du service dans la cavalerie à 4 ou 5 ans, ce délai sera complètement suffisant, non-seulement pour achever l'instruction des jeunes soldats, mais même pour mettre les cadres sur un pied convenable. Donc, selon l'avis de notre confrère, le plus sûr moyen d'élever le degré d'instruction des armes spéciales serait, non d'augmenter la durée du service actif, mais de s'attacher à améliorer la composition des cadres, par un soin sévère apporté au choix des officiers.

NOUVELLES DE L'ÉTRANGER.

En parlant hier de la séance du 22 février de l'Assemblée Nationale de France, nous n'avions encore connaissance des débats que par des dépêches télégraphiques. Il résulte des comptes-rendus que nous avons maintenant sous les yeux, qu'il s'est produit à cette date un incident, soulevé par la lenteur que la commission du budget met à se prononcer sur l'indemnité due à la ville de Paris. M. Denormandie, député de la Seine, a rappelé à la Chambre que la ville avait réclamé à l'Etat 310 millions, y compris les 200 millions de contribution de guerre; que l'Etat offre par transaction 140 millions seulement, réduits à 120 millions par l'indemnité aux habitants de la banlieue, dont la ville se chargerait, au lieu et place de l'Etat; puis, sans discuter la valeur de cette transaction, il a conclu qu'il fallait en finir et que déjà il était bien tard. La réclamation de M. Denormandie avait produit sur l'Assemblée une certaine impres-

sion. Aussi M. Vitet, président de la commission, a-t-il promis que le rapport serait déposé aussitôt que la commission connaîtrait l'opinion du gouvernement, et saura ce que permet de faire la situation financière du pays.

Le duc de Broglie s'est rendu le 22 février à la réunion du centre droit pour l'entretien des travaux de la commission des Trente. On a pu voir, d'après le procès-verbal de cette réunion, que nous avons inséré hier aux *Dernières Nouvelles*, que le rapporteur de la commission a reçu un accueil beaucoup plus sympathique que la veille à l'Assemblée Nationale. Dans ses explications le duc de Broglie s'adressait manifestement à la droite, qui a crié à la trahison, pour essayer de la calmer et de lui faire entendre raison. La réunion du centre droit a abondé dans le sens des idées conciliatrices exprimées par le rapporteur de la commission des Trente, et sur la demande de M. Cumont, a adopté une proposition dont le but est de mettre en rapport les bureaux des divers groupes conservateurs. La question est de savoir maintenant, dit le *Temps*, comment ces tentatives de réconciliation seront accueillies par la droite légitimiste. Ses organes, comme l'*Union* et l'*Univers*, ont publié des articles très violents le lendemain de la lecture du rapport du duc de Broglie, mais le *Temps*, qui appartient aussi à ce parti, prétend que les sentiments exprimés pas les deux feuilles précitées ne représentent pas les dispositions générales du parti légitimiste et que même le ton de ces articles n'a pas été approuvé par les rédacteurs les plus autorisés de l'*Union*.

Les extraits, cités hier, de la correspondance échangée entre le comte de Chambord et M^{re} Dupanloup, montrent, ainsi qu'on le donnait à entendre, que de grands efforts avaient été faits pour amener la fusion des deux branches de la maison de France et que le refus opposé par le prince aux demandes de concessions qui lui ont été adressées n'a pas été sans avoir quelque influence sur le vote de la commission des Trente.

La Chambre des Députés de Prusse a commencé le 24 février la discussion du budget du ministère des cultes et de l'instruction publique. MM. Sancken et Müller ont proposé la radiation de la somme portée au budget pour le conseil supérieur de l'Eglise évangélique (29,314 th.). Cette proposition a été vivement combattue par M. Falk, ministre des cultes, qui a fait ressortir que si dans le courant de l'année dernière le conseil évangélique n'a pas pu venir à bout de sa tâche, la situation s'est maintenant, bien améliorée. A la tête du conseil se trouve M. Hermann, qui le ministre, après mûre et sérieuse réflexion, a jugé être l'homme le plus apte à remplir ces importantes fonctions. Le conseil élabore actuellement, comme on sait, sous la présidence de M. Hermann, un projet de nouvelle constitution de l'Eglise évangélique, et ce projet sera soumis très prochainement au conseil des ministres. Le moment serait donc des plus inopportuns pour retirer la subvention accordée au conseil évangélique, et d'ailleurs, a ajouté M. Falk, le conseil pourrait revendiquer avec succès l'allocation par la voie des tribunaux.

Dans la séance du lendemain, 25, l'assem-

ment cependant que n'en aurait mis M^{re} Dorval, pour qui le rôle semblait taillé. En général, bien que M^{re} Naptal soit excellente dans les rôles où la passion doit se développer dans toute son énergie, elle est plus à son aise dans le pathétique modéré, dans les rôles où l'on pleure que dans ceux où l'on crie.

Elle excelle dans les pièces de Scribe et de son école; elle se trouve chez elle, au milieu de ce monde souriant et fantastique, sans élévation, et gracieux; vulgaire et idéalisé, qui sourit en essayant une larme. Très touchante dans *Une faute*, elle était d'un entraînement charmant dans *Oscar* lorsqu'elle poursuivait de ses malices et de ses taquineries son mari qui croyait l'avoir trompée et n'était pas si coupable. Dans les *Doigts de fée*, on se souvient encore, bien qu'il y ait déjà longtemps de cela, comme elle rendait avec dignité et entraînement le rôle de la noble dame qui, ruinée par les révolutions, s'est bravement faite courtisane; — on se souvient aussi avec quelle grâce languissante, timide et piquante, elle figurait la reine Anne d'Angleterre, humble servante de sa favorite la duchesse de Marlborough, jusqu'à un jour où un « Verre d'eau » renversé change les destinées de deux nations en guerre et vient apporter un argument décisif à la théorie de Scribe : Les grands événements sont produits par de petites causes, le hasard gouverne le monde. M^{re} Naptal n'était pas moins charmante dans *Une chaîne*, où sa grâce faisait oublier les faiblesses de la conception; dans *Bataille de Dames* où une mère et une fille éprises du même personnage — un proscrit — tentent d'adresser et de générosité pour le sauver, jusqu'à un jour où l'on obtient sa grâce et où il fait un choix entre ses deux protectrices, le choix instinctif de la passion. On n'a pas oublié non plus l'entrain spirituel et piquant qu'elle donnait à la figure de Marguerite de Valois, égarée à la cour d'Espagne et obtenant

la mère se tient fiévreusement aux aguets, un violent orage éclate, et au moment où elle va apercevoir son enfant, un éclair lui brêle les yeux; elle est aveugle pour toujours! Dans son désespoir, elle quitte la maison de son séducteur et se condamne à mendier; elle erre ainsi par le monde avec des vicissitudes variées, jusqu'à ce qu'enfin son mari se laisse toucher par tant de souffrances et lui accorde son pardon. Ce mélodrame, qui n'est autre chose qu'un de nos anciens mystères du XIV^e siècle, *Théodora*, ajusté aux mœurs modernes, permettait à M^{re} Naptal de montrer tout le côté pathétique de son talent et les habitudes du Théâtre-Michel n'ont pas oublié la profonde impression qu'elle produisait dans le rôle de la *Mendiant*.

C'est aussi au genre du drame violent que se rattachent deux pièces d'Alexandre Dumas père qu'on a euhémées ces dernières années : *Angèle* et *Antony*. Sans doute, M^{re} Naptal est très-touchante dans le rôle d'Angèle et dans celui d'Adèle Hervey, mais la passion des personnages, mais leur style déclamatoire nous semblent aujourd'hui singulièrement vieillies et surannées, et tout en applaudissant au talent de l'interprète, on n'a pu accorder à ces revues d'un temps récent qu'un témoignage d'estime et de curiosité.

Les drames que V. Hugo faisait jouer à l'époque où *Angèle* et *Antony* étaient dans toute leur vogue ne participent pas à la vétusté des drames de Dumas; un seul cependant, à notre connaissance du moins, a paru sur notre scène, c'est *Angelo*, tyran de Padoue, où deux femmes de classe différente, la femme légitime et la courtisane, luttent d'abord en rivales et finissent par se protéger mutuellement. C'est M^{re} Naptal qui représentait la courtisane et elle jouait ce personnage avec un pathétique vrai qui faisait que l'acte qui le créa autrefois à Paris, M^{re} Mars, mais avec moins d'entraîne-

blée a repris le débat sur ce chapitre du budget. Le parti progressiste a persisté à combattre l'allocation du subsiste, par l'organe de M. le professeur Virchow, mais la très grande majorité de la Chambre n'a pas été de cet avis, car au vote final le subsiste a été accordé à la majorité de presque toutes les voix, à l'exception de celles des progressistes.

On mande de Rome à l'Armonia que la commission chargée du rapport sur la loi relative aux courants ne s'est réunie pas avant que le Parlement n'ait repris ses travaux. La loi sur le recrutement aura le pas sur la loi concernant les ordres religieux.

Selon l'Armonia encore, le ministre italien des affaires étrangères a répondu à la démarche que le cabinet de Versailles a faite en faveur des couvents de Rome. Il a déclaré que pour le moment, il n'était pas question de les supprimer et qu'au surplus on aurait tous les égards possibles pour les couvents français. L'Armonia ajoute qu'à la légation de France on s'est montré satisfait de cette réponse.

Enfin ce même journal croit savoir qu'on a décidé au conseil des ministres qu'on ne reconnaîtrait la république espagnole qu'après que les autres puissances l'auraient reconnue.

DEPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES

AGENCE INTERNATIONALE.

Versailles, mercredi 26 février.

La réunion de la gauche a pris la résolution suivante : « Confiant dans la politique du message présidentiel, la gauche est disposée à appuyer le gouvernement dans la discussion du projet élaboré par la commission des Trente. »

Voir la suite des dépêches à la fin de la rubrique Dernières Nouvelles.

Allemagne.

Un conflit a surgi entre la commission centrale allemande pour l'exposition universelle de Vienne et le directeur général de l'exposition, M. le baron de Schwarz-Sennborn. Il s'agit de la section des beaux-arts. Les artistes allemands, — et ce sont ceux de Munich qui ont pris l'initiative, — ont déclaré que non-seulement l'espace réservé à l'Allemagne dans le palais de l'exposition pour les produits des beaux-arts était insuffisant, mais encore qu'il offrait de sérieux inconvénients quant à la lumière, à la hauteur des salles, etc.

Les artistes ont soumis leurs griefs à la commission centrale allemande, laquelle, à son tour, les a portés devant la direction générale de l'exposition, à Vienne, demandant que pour l'installation de ses produits l'Allemagne fût traitée sur le pied de la nation la plus favorisée.

Il paraît que ces démarches n'ont pas encore eu le succès désiré, car voici ce que nous lisons dans la *National-Zeitung*, sous la date du 24 février :

« A ce que nous apprenons, la commission centrale allemande pour l'exposition de Vienne n'a pas encore reçu du directeur général de l'exposition une réponse à sa déclaration catégorique : que l'art allemand ne serait point représenté à l'exposition universelle de Vienne dans le cas où l'Allemagne ne serait pas, quant à l'espace réservé aux expositions, traitée sur le pied de la nation la plus favorisée. Or, le délai fixé pour cette réponse expirait le 17 février et l'on peut admettre que les produits de l'art allemand ne figureront pas à l'exposition universelle de Vienne. »

La société des artistes de Munich avait prévu cette éventualité, et, en soumettant ses griefs à la commission centrale allemande, elle avait déjà mis en avant l'idée d'une exposition des beaux-arts en Allemagne, pour le cas où les artistes allemands s'abstiendraient d'envoyer leurs œuvres à l'exposition de Vienne.

Il n'est pas impossible d'ailleurs que l'on parvienne encore à apaiser les difficultés à la satisfaction de tous les intéressés.

PRUSSE. — La commission de la Chambre des Députés chargée d'examiner le projet de loi sur la réforme de l'impôt de classes et de l'impôt de consommation, après de longues délibérations, a fini par acquiescer. Nous avons exposé dans le temps les traits essentiels de cette réforme et nous nous bornerons à indiquer sur quels

points portent les changements que la commission y a introduits.

D'abord, tout revenu d'au-dessous de 140 th. est affranchi de l'impôt. Ensuite, le projet primitif stipulait que pour un revenu de 140 à 175 th. l'impôt devait être de 1 th., puis de 2 th. pour le revenu de 175 à 210 th., de 3 th. pour le revenu de 210 à 250 th. et de 4 th. pour celui de 250 à 300 th. Or, la commission a supprimé ces quatre subdivisions et les a réunies en deux seules, de sorte que pour le revenu annuel de 140 à 220 th. inclusivement l'impôt est fixé à 1 th., et à 2 th. pour celui de 220 à 300 th.

La commission a résolu, de plus, que le produit total de l'impôt de classes doit former un montant normal, fixé à 11,400,000 th. par an, et qui ne peut être modifié qu'en vertu d'une loi. Le ministre des finances établit le 1^{er} mars de chaque année la cote de l'impôt jusqu'à concurrence du montant normal et cette cote subira soit une réduction soit une augmentation proportionnelle selon que le produit prévu de l'impôt de classe dépassera ou n'atteindra pas ce montant. Pour cette réduction ou augmentation de la cote, les fractions de moins de 6 finis seront négligées tandis que celles dépassant 6 finis seront comptées pour un silbergros.

Le corps des négociants de Königsberg, consulté sur les avantages d'une ligne de chemin de fer de Königsberg-Labiau-Tilsit-Tarroggen, a donné l'avis suivant :

« Nous considérons la ligne projetée comme étant d'une grande importance commerciale pour Königsberg, à supposer qu'elle passe plus tard la frontière et s'étende jusqu'à Schavli, pour se relier au réseau des chemins de fer russes. Les communications par voie ferrée de Schavli à Mitau, et par conséquent à Riga (ces deux dernières villes étant déjà reliées par un chemin de fer), ainsi que de Schavli à Dunaubourg et de Riga à Pskow, sont déjà, soit un fait accompli, soit assurées pour l'avenir. Une ligne de Königsberg-Labiau-Tilsit-Tarroggen formerait ainsi une voie ferrée presque en droite ligne entre Königsberg et Riga, tandis que la voie actuelle suit trois côtés d'un rectangle et ne sert pour ainsi dire qu'à transporter des voyageurs. Toutes les provinces russes de la mer Baltique, qui, pour gagner Königsberg, sont astreintes actuellement à de longs détours, nous seraient accessibles grâce à l'établissement de la ligne en question. De plus, cette voie raccourcirait sensiblement la distance entre Königsberg et St-Petersbourg. »

(*Königsberger Zeitung*.)

BAVIÈRE. — On écrit de Landshut, 18 février, à l'*Augsburger Zeitung* :

« Hier est décédée dans notre ville une des victimes les plus infortunées de la guerre de 1870. C'est un ancien soldat nommé Jean Standinger et originaire de Salsdorf, au combat de Bazeilles, pendant la journée de Sedan, avait été arrosé d'acide sulfurique et horriblement défiguré. Il a souffert cruellement depuis lors, deux ans et demi durant, avant que la mort ne vint enfin mettre un terme à son martyre. »

— Il résulte de données statistiques pour 1871 que du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année on s'agit, 17 personnes sont mortes d'hydrophobie en Bavière, à la suite de morsures de chiens enragés.

Autriche-Hongrie.

On écrit de Vienne au *Pester Lloyd* au sujet de l'état des esprits, parmi les Polonais de la Galicie :

« Les plus modérés d'entre eux ne peuvent pas se résoudre à examiner de sang-froid les propositions qui viennent de leur être faites. Outre cela, les ultras organisent, dans le pays même, une agitation dont on commence à se ressentir ici. On accuse d'ambition et d'égoïsme ceux qui jusqu'à présent ont eu le courage de parler le langage de la modération et de la raison. On attaque le comte Goluchowski avec une véritable fureur et l'on menace de proscription ceux qui veulent rester à la Chambre. Pour résister à un tel terrorisme il faut plus d'énergie que n'en possèdent la plupart des membres du parti conciliateur. »

— On télégraphie de Vienne, 23 février, à la *National-Zeitung* de Berlin :

« Dans une assemblée générale très-orageuse de la société de journalistes et gens de lettres *Concordia*, il a été résolu d'instituer un comité de quinze membres pour réagir contre la corruption de la presse. Le secret de ces pénibles débats, conseillé d'un côté et combattu de l'autre, a été recommandé par le président, M. Wiener. »

— Le *Journal de Genève* publie la correspondance suivante, datée de Vienne, 16 février :

« Je puis me tourner où je veux, prendre le premier journal venu, et je suis sûr d'avance de tomber sur l'affaire Schwartz. »

« Le baron Schwartz, qui porte le titre

d'Excellence en sa qualité de conseiller intime

de l'empereur, n'est rien moins que le directeur de la façon suivante. « Quel est le but à atteindre ? Etablir à universelle, et sa fameuse affaire, la voici : Vienne une exposition qui procure à la ville et Reichsrath vota un crédit de 6 millions de florins, à ne dépasser sous aucun prétexte et pour cela, six millions de florins sont destinés à couvrir tous les frais de l'exposition. »

« Or il arrive que l'on sait maintenant, d'après les aveux de M. Schwartz lui-même, que chaque fois que se présentaient de nouveaux bâtiments de ces travaux entrainaient un dépense de 15 1/2 millions de florins, soit 16 millions de florins, et que l'on avait dépensé 16 millions de florins. C'est beaucoup plus du double qu'on n'avait prévu et je vous dirai à l'oreille qu'en réalité certains cercles techniques on est persuadé perdu sur les 6 millions primitifs (ou les 10 millions, en y joignant un inévitable excédant de dépenses). »

« Situation est donc celle-ci : Le directeur général, sans consulter personne, de son propre chef, est en train de dépenser vingt-cinq millions de florins et plus qu'il n'a pas à sa disposition. »

« Quand les Vénitiens, faisant le sacrifice de quitter leurs foyers, s'en allaient au Prater, leur bois de Boulogne, visiter les immenses bâtiments de la *Weltausstellung*, ils ne se lassèrent pas de s'exister devant le génie économique du directeur général qui, avec six millions de florins, faisait sortir de terre des constructions considérablement plus étendues et d'aspect bon tourneur au moins que celles de l'exposition de Paris, qui avaient, elles, coûté un bon tiers de plus. »

« Mais, petit à petit, des doutes s'élevèrent : tant dans les cerveaux, surtout dans ceux qui savaient calculer. Des journaux satiriques, puis la presse sérieuse, commencèrent à jeter de l'ombre sur l'œuvre de M. Schwartz ; bref, il y a quelques jours, la commission des finances de la Chambre l'appela à sa barre. »

« M. Schwartz expliqua comme quoi la force des choses l'avait peu à peu poussé dans cette situation. Qu'il fallait ne pas perdre de vue qu'à l'origine les exposants, même indigènes, n'avaient montré qu'un zèle très-médiocre, mais qu'ensuite leur nombre, qu'on n'avait jamais osé estimer au-delà de 9,000 pour tout l'empire, s'était porté à 18,000 pour la Cisleithanie et à 6,000 pour la Hongrie, et que la même progression s'était manifestée pour le dehors. Que, chose à noter, plusieurs bâtiments avaient été construits de façon à pouvoir servir. Ainsi la galerie des machines, qui a presque un kilomètre de longueur, servira plus tard d'entrepôt. »

« Du reste, les 8 millions de florins dépensés jusqu'ici sont déjà en grande partie convertis par les impositions des exposants, etc. Pour le surplus, le directeur général croit qu'il pourra bien approximativement être retrouvé sur les entrées, la vente du matériel et d'autres ressources. »

« Ce qui n'a pas empêché les membres les plus influents de la commission de lui déclarer qu'il avait agi avec une légèreté sans exemple, avec un laisser-aller inexcusable et qu'il était heureux que le 1^{er} mai, jour de l'ouverture, approchât pour lui interdire de plus amples fantaisies. »

« M. Schwartz répondit carrément que l'on se trouvait en présence d'un fait accompli et que l'honneur du pays était engagé à la bonne mise à fin de cette entreprise. »

« La commission continua pendant des heures ses récriminations peu voilées, mais nul doute qu'elle ne finisse par proposer à la Chambre d'accorder les 10 millions de florins nouvellement réclamés par « cet extravagant. »

« Je n'écris pas ici pour défendre la conduite de M. Schwartz. Il est évident qu'il a outrepassé ses droits et qu'il a, en effet, agi avec une légèreté sans exemple. On ne dépense pas aussi arbitrairement un crédit voté dans de semblables circonstances sans mériter un blâme sévère. »

« Mais en envisageant la question sous un autre côté, il n'est non moins évident que si l'on avait voulu strictement s'en tenir aux 6 premiers millions de florins, l'on eût couru le danger d'un fiasco à la discrétion des expositions universelles, qui doivent bien avoir leurs avantages, puisque l'emplacement général de celle de Paris (1887) n'occupait que 441,750 mètres carrés, tandis que celui de l'exposition prochaine en occupera 2 millions 330,631 ! »

« On prétend bien aujourd'hui qu'après Vienne aucune capitale, fit-ce Londres, n'aura la hardiesse de tenter une œuvre de cette espèce. »

« Ne doutons pas ainsi du progrès humain. N'a-t-on pas déclaré la même chose avec plus de conviction encore peut-être, après l'exposition de Paris ? et cependant vous voyez ! »

« M. Schwartz m'a tout l'air d'avoir raison de l'empereur, n'est rien moins que le directeur de la façon suivante. « Quel est le but à atteindre ? Etablir à universelle, et sa fameuse affaire, la voici : Vienne une exposition qui procure à la ville et Reichsrath vota un crédit de 6 millions de florins, à ne dépasser sous aucun prétexte et pour cela, six millions de florins sont destinés à couvrir tous les frais de l'exposition. »

« Or il arrive que l'on sait maintenant, d'après les aveux de M. Schwartz lui-même, que chaque fois que se présentaient de nouveaux bâtiments de ces travaux entrainaient un dépense de 15 1/2 millions de florins, soit 16 millions de florins, et que l'on avait dépensé 16 millions de florins. C'est beaucoup plus du double qu'on n'avait prévu et je vous dirai à l'oreille qu'en réalité certains cercles techniques on est persuadé perdu sur les 6 millions primitifs (ou les 10 millions, en y joignant un inévitable excédant de dépenses). »

« Situation est donc celle-ci : Le directeur général, sans consulter personne, de son propre chef, est en train de dépenser vingt-cinq millions de florins et plus qu'il n'a pas à sa disposition. »

« Quand les Vénitiens, faisant le sacrifice de quitter leurs foyers, s'en allaient au Prater, leur bois de Boulogne, visiter les immenses bâtiments de la *Weltausstellung*, ils ne se lassèrent pas de s'exister devant le génie économique du directeur général qui, avec six millions de florins, faisait sortir de terre des constructions considérablement plus étendues et d'aspect bon tourneur au moins que celles de l'exposition de Paris, qui avaient, elles, coûté un bon tiers de plus. »

« Mais, petit à petit, des doutes s'élevèrent : tant dans les cerveaux, surtout dans ceux qui savaient calculer. Des journaux satiriques, puis la presse sérieuse, commencèrent à jeter de l'ombre sur l'œuvre de M. Schwartz ; bref, il y a quelques jours, la commission des finances de la Chambre l'appela à sa barre. »

« M. Schwartz expliqua comme quoi la force des choses l'avait peu à peu poussé dans cette situation. Qu'il fallait ne pas perdre de vue qu'à l'origine les exposants, même indigènes, n'avaient montré qu'un zèle très-médiocre, mais qu'ensuite leur nombre, qu'on n'avait jamais osé estimer au-delà de 9,000 pour tout l'empire, s'était porté à 18,000 pour la Cisleithanie et à 6,000 pour la Hongrie, et que la même progression s'était manifestée pour le dehors. Que, chose à noter, plusieurs bâtiments avaient été construits de façon à pouvoir servir. Ainsi la galerie des machines, qui a presque un kilomètre de longueur, servira plus tard d'entrepôt. »

« Du reste, les 8 millions de florins dépensés jusqu'ici sont déjà en grande partie convertis par les impositions des exposants, etc. Pour le surplus, le directeur général croit qu'il pourra bien approximativement être retrouvé sur les entrées, la vente du matériel et d'autres ressources. »

« Ce qui n'a pas empêché les membres les plus influents de la commission de lui déclarer qu'il avait agi avec une légèreté sans exemple, avec un laisser-aller inexcusable et qu'il était heureux que le 1^{er} mai, jour de l'ouverture, approchât pour lui interdire de plus amples fantaisies. »

« M. Schwartz répondit carrément que l'on se trouvait en présence d'un fait accompli et que l'honneur du pays était engagé à la bonne mise à fin de cette entreprise. »

« La commission continua pendant des heures ses récriminations peu voilées, mais nul doute qu'elle ne finisse par proposer à la Chambre d'accorder les 10 millions de florins nouvellement réclamés par « cet extravagant. »

« Je n'écris pas ici pour défendre la conduite de M. Schwartz. Il est évident qu'il a outrepassé ses droits et qu'il a, en effet, agi avec une légèreté sans exemple. On ne dépense pas aussi arbitrairement un crédit voté dans de semblables circonstances sans mériter un blâme sévère. »

« Mais en envisageant la question sous un autre côté, il n'est non moins évident que si l'on avait voulu strictement s'en tenir aux 6 premiers millions de florins, l'on eût couru le danger d'un fiasco à la discrétion des expositions universelles, qui doivent bien avoir leurs avantages, puisque l'emplacement général de celle de Paris (1887) n'occupait que 441,750 mètres carrés, tandis que celui de l'exposition prochaine en occupera 2 millions 330,631 ! »

« On prétend bien aujourd'hui qu'après Vienne aucune capitale, fit-ce Londres, n'aura la hardiesse de tenter une œuvre de cette espèce. »

« Ne doutons pas ainsi du progrès humain. N'a-t-on pas déclaré la même chose avec plus de conviction encore peut-être, après l'exposition de Paris ? et cependant vous voyez ! »

« M. Schwartz m'a tout l'air d'avoir raison de l'empereur, n'est rien moins que le directeur de la façon suivante. « Quel est le but à atteindre ? Etablir à universelle, et sa fameuse affaire, la voici : Vienne une exposition qui procure à la ville et Reichsrath vota un crédit de 6 millions de florins, à ne dépasser sous aucun prétexte et pour cela, six millions de florins sont destinés à couvrir tous les frais de l'exposition. »

« Or il arrive que l'on sait maintenant, d'après les aveux de M. Schwartz lui-même, que chaque fois que se présentaient de nouveaux bâtiments de ces travaux entrainaient un dépense de 15 1/2 millions de florins, soit 16 millions de florins, et que l'on avait dépensé 16 millions de florins. C'est beaucoup plus du double qu'on n'avait prévu et je vous dirai à l'oreille qu'en réalité certains cercles techniques on est persuadé perdu sur les 6 millions primitifs (ou les 10 millions, en y joignant un inévitable excédant de dépenses). »

« Situation est donc celle-ci : Le directeur général, sans consulter personne, de son propre chef, est en train de dépenser vingt-cinq millions de florins et plus qu'il n'a pas à sa disposition. »

« Quand les Vénitiens, faisant le sacrifice de quitter leurs foyers, s'en allaient au Prater, leur bois de Boulogne, visiter les immenses bâtiments de la *Weltausstellung*, ils ne se lassèrent pas de s'exister devant le génie économique du directeur général qui, avec six millions de florins, faisait sortir de terre des constructions considérablement plus étendues et d'aspect bon tourneur au moins que celles de l'exposition de Paris, qui avaient, elles, coûté un bon tiers de plus. »

« Mais, petit à petit, des doutes s'élevèrent : tant dans les cerveaux, surtout dans ceux qui savaient calculer. Des journaux satiriques, puis la presse sérieuse, commencèrent à jeter de l'ombre sur l'œuvre de M. Schwartz ; bref, il y a quelques jours, la commission des finances de la Chambre l'appela à sa barre. »

« M. Schwartz expliqua comme quoi la force des choses l'avait peu à peu poussé dans cette situation. Qu'il fallait ne pas perdre de vue qu'à l'origine les exposants, même indigènes, n'avaient montré qu'un zèle très-médiocre, mais qu'ensuite leur nombre, qu'on n'avait jamais osé estimer au-delà de 9,000 pour tout l'empire, s'était porté à 18,000 pour la Cisleithanie et à 6,000 pour la Hongrie, et que la même progression s'était manifestée pour le dehors. Que, chose à noter, plusieurs bâtiments avaient été construits de façon à pouvoir servir. Ainsi la galerie des machines, qui a presque un kilomètre de longueur, servira plus tard d'entrepôt. »

« Du reste, les 8 millions de florins dépensés jusqu'ici sont déjà en grande partie convertis par les impositions des exposants, etc. Pour le surplus, le directeur général croit qu'il pourra bien approximativement être retrouvé sur les entrées, la vente du matériel et d'autres ressources. »

« M. Schwartz m'a tout l'air d'avoir raison

de l'empereur, n'est rien moins que le directeur de la façon suivante. « Quel est le but à atteindre ? Etablir à universelle, et sa fameuse affaire, la voici : Vienne une exposition qui procure à la ville et Reichsrath vota un crédit de 6 millions de florins, à ne dépasser sous aucun prétexte et pour cela, six millions de florins sont destinés à couvrir tous les frais de l'exposition. »

« Or il arrive que l'on sait maintenant, d'après les aveux de M. Schwartz lui-même, que chaque fois que se présentaient de nouveaux bâtiments de ces travaux entrainaient un dépense de 15 1/2 millions de florins, soit 16 millions de florins, et que l'on avait dépensé 16 millions de florins. C'est beaucoup plus du double qu'on n'avait prévu et je vous dirai à l'oreille qu'en réalité certains cercles techniques on est persuadé perdu sur les 6 millions primitifs (ou les 10 millions, en y joignant un inévitable excédant de dépenses). »

« Situation est donc celle-ci : Le directeur général, sans consulter personne, de son propre chef, est en train de dépenser vingt-cinq millions de florins et plus qu'il n'a pas à sa disposition. »

« Quand les Vénitiens, faisant le sacrifice de quitter leurs foyers, s'en allaient au Prater, leur bois de Boulogne, visiter les immenses bâtiments de la *Weltausstellung*, ils ne se lassèrent pas de s'exister devant le génie économique du directeur général qui, avec six millions de florins, faisait sortir de terre des constructions considérablement plus étendues et d'aspect bon tourneur au moins que celles de l'exposition de Paris, qui avaient, elles, coûté un bon tiers de plus. »

« Mais, petit à petit, des doutes s'élevèrent : tant dans les cerveaux, surtout dans ceux qui savaient calculer. Des journaux satiriques, puis la presse sérieuse, commencèrent à jeter de l'ombre sur l'œuvre de M. Schwartz ; bref, il y a quelques jours, la commission des finances de la Chambre l'appela à sa barre. »

« M. Schwartz expliqua comme quoi la force des choses l'avait peu à peu poussé dans cette situation. Qu'il fallait ne pas perdre de vue qu'à l'origine les exposants, même indigènes, n'avaient montré qu'un zèle très-médiocre, mais qu'ensuite leur nombre, qu'on n'avait jamais osé estimer au-delà de 9,000 pour tout l'empire, s'était porté à 18,000 pour la Cisleithanie et à 6,000 pour la Hongrie, et que la même progression s'était manifestée pour le dehors. Que, chose à noter, plusieurs bâtiments avaient été construits de façon à pouvoir servir. Ainsi la galerie des machines, qui a presque un kilomètre de longueur, servira plus tard d'entrepôt. »

« Du reste, les 8 millions de florins dépensés jusqu'ici sont déjà en grande partie convertis par les impositions des exposants, etc. Pour le surplus, le directeur général croit qu'il pourra bien approximativement être retrouvé sur les entrées, la vente du matériel et d'autres ressources. »

« Ce qui n'a pas empêché les membres les plus influents de la commission de lui déclarer qu'il avait agi avec une légèreté sans exemple, avec un laisser-aller inexcusable et qu'il était heureux que le 1^{er} mai, jour de l'ouverture, approchât pour lui interdire de plus amples fantaisies. »

« M. Schwartz répondit carrément que l'on se trouvait en présence d'un fait accompli et que l'honneur du pays était engagé à la bonne mise à fin de cette entreprise. »

« La commission continua pendant des heures ses récriminations peu voilées, mais nul doute qu'elle ne finisse par proposer à la Chambre d'accorder les 10 millions de florins nouvellement réclamés par « cet extravagant. »

« Je n'écris pas ici pour défendre la conduite de M. Schwartz. Il est évident qu'il a outrepassé ses droits et qu'il a, en effet, agi avec une légèreté sans exemple. On ne dépense pas aussi arbitrairement un crédit voté dans de semblables circonstances sans mériter un blâme sévère. »

« Mais en envisageant la question sous un autre côté, il n'est non moins évident que si l'on avait voulu strictement s'en tenir aux 6 premiers millions de florins, l'on eût couru le danger d'un fiasco à la discrétion des expositions universelles, qui doivent bien avoir leurs avantages, puisque l'emplacement général de celle de Paris (1887) n'occupait que 441,750 mètres carrés, tandis que celui de l'exposition prochaine en occupera 2 millions 330,631 ! »

« On prétend bien aujourd'hui qu'après Vienne aucune capitale, fit-ce Londres, n'aura la hardiesse de tenter une œuvre de cette espèce. »

« Ne doutons pas ainsi du progrès humain. N'a-t-on pas déclaré la même chose avec plus de conviction encore peut-être, après l'exposition de Paris ? et cependant vous voyez ! »

« M. Schwartz m'a tout l'air d'avoir raison de l'empereur, n'est rien moins que le directeur de la façon suivante. « Quel est le but à atteindre ? Etablir à universelle, et sa fameuse affaire, la voici : Vienne une exposition qui procure à la ville et Reichsrath vota un crédit de 6 millions de florins, à ne dépasser sous aucun prétexte et pour cela, six millions de florins sont destinés à couvrir tous les frais de l'exposition. »

« Or il arrive que l'on sait maintenant, d'après les aveux de M. Schwartz lui-même, que chaque fois que se présentaient de nouveaux bâtiments de ces travaux entrainaient un dépense de 15 1/2 millions de florins, soit 16 millions de florins, et que l'on avait dépensé 16 millions de florins. C'est beaucoup plus du double qu'on n'avait prévu et je vous dirai à l'oreille qu'en réalité certains cercles techniques on est persuadé perdu sur les 6 millions primitifs (ou les 10 millions, en y joignant un inévitable excédant de dépenses). »

« Situation est donc celle-ci : Le directeur général, sans consulter personne, de son propre chef, est en train de dépenser vingt-cinq millions de florins et plus qu'il n'a pas à sa disposition. »

« Quand les Vénitiens, faisant le sacrifice de quitter leurs foyers, s'en allaient au Prater, leur bois de Boulogne, visiter les immenses bâtiments de la *Weltausstellung*, ils ne se lassèrent pas de s'exister devant le génie économique du directeur général qui, avec six millions de florins, faisait sortir de terre des constructions considérablement plus étendues et d'aspect bon tourneur au moins que celles de l'exposition de Paris, qui avaient, elles, coûté un bon tiers de plus. »

« Mais, petit à petit, des doutes s'élevèrent : tant dans les cerveaux, surtout dans ceux qui savaient calculer. Des journaux satiriques, puis la presse sérieuse, commencèrent à jeter de l'ombre sur l'œuvre de M. Schwartz ; bref, il y a quelques jours, la commission des finances de la Chambre l'appela à sa barre. »

« M. Schwartz expliqua comme quoi la force des choses l'avait peu à peu poussé dans cette situation. Qu'il fallait ne pas perdre de vue qu'à l'origine les exposants, même indigènes, n'avaient montré qu'un zèle très-médiocre, mais qu'ensuite leur nombre, qu'on n'avait jamais osé estimer au-delà de 9,000 pour tout l'empire, s'était porté à 18,000 pour la Cisleithanie et à 6,000 pour la Hongrie, et que la même progression s'était manifestée pour le dehors. Que, chose à noter, plusieurs bâtiments avaient été construits de façon à pouvoir servir. Ainsi la galerie des machines, qui a presque un kilomètre de longueur, servira plus tard d'entrepôt. »

« Du reste, les 8 millions de florins dépensés jusqu'ici sont déjà en grande partie convertis par les impositions des exposants, etc. Pour le surplus, le directeur général croit qu'il pourra bien approximativement être retrouvé sur les entrées, la vente du matériel et d'autres ressources. »

« Ce qui n'a pas empêché les membres les plus influents de la commission de lui déclarer qu'il avait agi avec une légèreté sans exemple, avec un laisser-aller inexcusable et qu'il était heureux que le 1^{er} mai, jour de l'ouverture, approchât pour lui interdire de plus amples fantaisies. »

« M. Schwartz répondit carrément que l'on se trouvait en présence d'un fait accompli et que l'honneur du pays était engagé à la bonne mise à fin de cette entreprise. »

« La commission continua pendant des heures ses récriminations peu voilées, mais nul doute qu'elle ne finisse par proposer à la Chambre d'accorder les 10 millions de florins nouvellement réclamés par « cet extravagant. »

« Je n'écris pas ici pour défendre la conduite de M. Schwartz. Il est évident qu'il a outrepassé ses droits et qu'il a, en effet, agi avec une légèreté sans exemple. On ne dépense pas aussi arbitrairement un crédit voté dans de semblables circonstances sans mériter un blâme sévère. »

« Mais en envisageant la question sous un autre côté, il n'est non moins évident que si l'on avait voulu strictement s'en tenir aux 6 premiers millions de florins, l'on eût couru le danger d'un fiasco à la discrétion des expositions universelles, qui doivent bien avoir leurs avantages, puisque l'emplacement général de celle de Paris (1887) n'occupait que 441,750 mètres carrés, tandis que celui de l'exposition prochaine en occupera 2 millions 330,631 ! »

« On prétend bien aujourd'hui qu'après Vienne aucune capitale, fit-ce Londres, n'aura la hardiesse de tenter une œuvre de cette espèce. »

« Ne doutons pas ainsi du progrès humain. N'a-t-on pas déclaré la même chose avec plus de conviction encore peut-être, après l'exposition de Paris ? et cependant vous voyez ! »

« M. Schwartz m'a tout l'air d'avoir raison de l'empereur, n'est rien moins que le directeur de la façon suivante. « Quel est le but à atteindre ? Etablir à universelle, et sa fameuse affaire, la voici : Vienne une exposition qui procure à la ville et Reichsrath vota un crédit de 6 millions de florins, à ne dépasser sous aucun prétexte et pour cela, six millions de florins sont destinés à couvrir tous les frais de l'exposition. »

« Or il arrive que l'on sait maintenant, d'après les aveux de M. Schwartz lui-même, que chaque fois que se présentaient de nouveaux bâtiments de ces travaux entrainaient un dépense de 15 1/2 millions de florins, soit 16 millions de florins, et que l'on avait dépensé 16 millions de florins. C'est beaucoup plus du double qu'on n'avait prévu et je vous dirai à l'oreille qu'en réalité certains cercles techniques on est persuadé perdu sur les 6 millions primitifs (ou les 10 millions, en y joignant un inévitable excédant de dépenses). »

« Situation est donc celle-ci : Le directeur général, sans consulter personne, de son propre chef, est en train de dépenser vingt-cinq millions de florins et plus qu'il n'a pas à sa disposition. »

« Quand les Vénitiens, faisant le sacrifice de quitter leurs foyers, s'en allaient au Prater, leur bois de Boulogne, visiter les immenses bâtiments de la *Weltausstellung*, ils ne se lassèrent pas de s'exister devant le génie économique du directeur général qui, avec six millions de florins, faisait sortir de terre des constructions considérablement plus étendues et d'aspect bon tourneur au moins que celles de l'exposition de Paris, qui avaient, elles, coûté un bon tiers de plus. »

« Mais, petit à petit, des doutes s'élevèrent : tant dans les cerveaux, surtout dans ceux qui savaient calculer. Des journaux satiriques, puis la presse sérieuse, commencèrent à jeter de l'ombre sur l'œuvre de M. Schwartz ; bref, il y a quelques jours, la commission des finances de la Chambre l'appela à sa barre. »

« M. Schwartz expliqua comme quoi la force des choses l'avait peu à peu poussé dans cette situation. Qu'il fallait ne pas perdre de vue qu'à l'origine les exposants, même indigènes, n'avaient montré qu'un zèle très-médiocre, mais qu'ensuite leur nombre, qu'on n'avait jamais osé estimer au-delà de 9,000 pour tout l'empire, s'était porté à 18,000 pour la Cisle

Cabinet de M. Louis Vlau
Chirurgien dentiste
Grande rue des Écuries, n° 13, maison Weber.
Consultations de 10 à 5 heures. 308

Tous distribués à nos abonnés, avec le présent numéro, un **Supplément** d'annonces judiciaires.

Bulletin météorologique
DE L'OBSERVATOIRE PHYSIQUE CENTRAL
DE ST-PETERSBOURG.

Jeu 15 (27) février.

Heures	Baromètre	Thermomètre	Humidité	Vent	Force
7 h. m.	764.9	+6.6	98	SE	4
10 h. m.	763.9	+6.8	123	SE	6
1 h. p. m.	761.7	+6.4	138	SE	2

Du 28 janvier (9 février).

Heures	Baromètre	Thermomètre	Humidité	Vent	Force
7 h. m.	761.1	+2.1	131	SE	1
10 h. m.	761.1	+2.1	131	SE	1
1 h. p. m.	761.1	+2.1	131	SE	1

Du 14 (26) février.

Heures	Baromètre	Thermomètre	Humidité	Vent	Force
7 h. m.	743	+20	8	SE	1
10 h. m.	745	+20	8	SE	1
1 h. p. m.	747	+20	8	SE	1

Du 15 (27) février.

Heures	Baromètre	Thermomètre	Humidité	Vent	Force
7 h. m.	747	+20	8	SE	1
10 h. m.	745	+20	8	SE	1
1 h. p. m.	743	+20	8	SE	1

Heures	Baromètre	Thermomètre	Humidité	Vent	Force
7 h. m.	747	+20	8	SE	1
10 h. m.	745	+20	8	SE	1
1 h. p. m.	743	+20	8	SE	1

Depuis hier, le baromètre a baissé sur la Russie occidentale de 5 à 15 millimètres, ce qui indique un vent du sud-ouest, accompagné d'un temps orageux, de la partie méridionale de la Baltique. Sous son influence soufflent sur les côtes de la Baltique des vents forts de sud et sud-est, en Finlande la température a beaucoup augmenté; le temps y devient brumeux. Au sud de l'Empire le baromètre a monté de quelques mill. le vent y tourne aussi au sud.

Spéctacles

Du 16 février.

LE MATIN.

GRAND THÉÂTRE. — Au bénéfice de M^{lle} Vergine. La Fille de Pharaon, grand ballet en 4 actes, avec prologue et épilogue (en 9 tableaux). — (Midi).

THÉÂTRE MARIE. — Испанский вояка. Ком. в 5 д., с куплетами, хором и танцами. Преследование, ком. в 1 д.; Сцену из народного быта протест Г. Горбунов. — (12 h.)

THÉÂTRE ALEXANDRA. — Ревизор, опер. ком. в 5 д., с куплетами, хором и танцами. — (12 h.)

THÉÂTRE MICHEL. — Abonnement suspendu. — Lady Tartuffe, com. en 5 actes et en prose; le Code des femmes, com. en 1 acte; En Troika, vaudeville. — (12 h.)

LE SOIR.

GRAND THÉÂTRE. — Gli Ugonotti, opéra en 5 actes. 3^e abon. 20^e repr. — (7 1/2 h.)

THÉÂTRE MARIE. — Въ пользу Палача, съ участіем Г-жи Крутиковой. Фауст, оп. в 5 д. — (7 1/2 h.)

THÉÂTRE ALEXANDRA. — Въ пользу Г-жи Жуковой. 2-е д. драмы: Юриль Иванович. Костюмы; Это мой маленький капитан, ком. в 1 д.; 2-е д. оперы-буфф: Зелёный остров; Сценки на краю пустыни, интермед. в 2 актов; Сценки из народного быта протест Г. Горбунов. — (7 h.)

THÉÂTRE MICHEL. — Бénéfice d'adieu de M^{lle} Nart. Fabienne, com. en 6 actes; les Sonnettes, com. en un acte; 36 moins un, vaud. en un acte; Mireille ouverture. — (7 h.)

Du 17 février.
GRAND THÉÂTRE. — Opéra italien. 4 abon. 20^e repr. Otello, opéra en 3 actes. — (7 1/2 h.)
— Grand bal masqué avec danses. — (Minuit).
THÉÂTRE MARIE. — Въ пользу Г-жи Менди-ковой. Руслан и Людмила, фантастическая оп. в 5 д. — (7 h.)
THÉÂTRE MICHEL. — Le matin «Lille verte» et le soir «La Barbe-Bleue» avec le concours de M^{lle} Sully. — (8 h.)
THÉÂTRE ALEXANDRA. 7 1/2 h. Tous les jours représentation musicale, française et russe. 14

UNE JEUNE Française, nouvellement arrivée de Paris, désirerait trouver une place de lecture. S'adresser au bureau du journal, librairie Mellier, sous les initiales Y. B. 270

UN ANGLAIS ayant encore quelques heures libres désirerait donner des leçons. S'adresser Fourchatskaia, maison de l'église Ste-Anne, sous les initiales Y. B. 416

UNE DAME ANGLAISE avec une petite fille de six ans, désirerait trouver une place de lecture. S'adresser au bureau du journal, librairie Mellier, sous les initiales Y. B. 440

UN JARDINIER français, ayant dirigé longtemps des cultures importantes en Russie, désire se placer. Diplôme et références. S'ad. au bur. du jour. lib. Mellier. 413

LEÇONS de littérature française données par une Parisienne pourvue d'un diplôme de premier ordre. S'adresser au bureau du journal, librairie Mellier, sous les initiales Y. B. 271

A LOUER un appartement de 5 pièces, confortablement meublé, au mois. — Pont de Police, m. Bachmakov, log. n° 38. 426

A LOUER logement confortablement meublé, quatre pièces, antichambre et cuisine. — S'adresser Petite Morskala, maison n° 5, logement n° 1. 426

ACHAT ET VENTE

de diamants, pierres de couleurs, perles fines; objets d'art, meubles, bronzes, pendules, porcelaine, vases, groupes, statuettes, tabatières, émaux, miniatures, éventails, argenterie, points d'Alençon, toutes sortes de dentelles anciennes et modernes, cachemires turcs et différents objets de valeur. — Petite Morskala, maison Fedorova, n° 11, magasin de M^{me} Jakobson. 4012

VENTE

de vins d'Italie supérieurs purs de tout mélange, à Vassili Ostrow, 13^e ligne quai de la Grande Nèva, maison n° 47. 418

A VENDRE

une voiture en très bon état pour 350 r. S'adresser Petite Morskala, maison n° 5, log. n° 1. 424

CIRQUE HINNÉ

PLACE MICHEL.

Aujourd'hui vendredi 16 et samedi 17 février.

DEUX GRANDES REPRÉSENTATIONS

La première à une heure après-midi, la deuxième à sept heures et demie.

Prix des places comme à l'ordinaire.

Dimanche 18 février deux grandes représentations. La 1^{re} commencera à une heure, la 2^e à 7 1/2 h.

Le clown Magrini avec ses chiens dressés restera encore 3 jours ici.

De lundi 19 jusqu'à dimanche 25 février inclusivement relâche.

Dimanche 25 février grande représentation et 1^{er} début du célèbre phénomène surnommé le «Roisin» à deux têtes.

Le directeur Ch. Hinné.

DRACÈS DE CUBÉINE

AU COUPON DE LABELONTE

employées contre les maladies secrètes.

Exiger sur chaque boîte le certificat d'origine.

A Paris, pharmacie Labelonty et C^e, rue d'Aboukir, n° 99.

En Russie, dans toutes les pharmacies de l'Empire. O. P. 21

LEÇONS PARTICULIÈRES D'ANGLAIS

Grafton House, Richmond Hill, London.

Le directeur offre une maison distinguée et confortable aux messieurs qui veulent visiter l'Angleterre. Les meilleures références sont données et des prospectus sont envoyés. 419

La Société pour la protection des gouvernantes

rue Siméonovskaia, maison n° 3, logement n° 5, place, sans aucune rétribution, les institutrices et les surveillantes: russes, françaises, suisses, allemandes et anglaises.

On reçoit tous les jours de 11 à 4 h., excepté les vendredis et les jours de fête; les dimanches il y a réception de onze heures à midi. 438

COMPAGNIE RUSSE D'ASSURANCES

contre l'incendie fondée en 1827.

La direction de la Compagnie a l'honneur de faire savoir qu'elle a choisi les personnes suivantes comme agents de la Compagnie en Sibirie:

A. Tumene, Constantin Pamphilovitch Gorlaev.

Tobolsk, Théodore Davidovitch Rahlenbeck.

Omsk, André Louitch Mementov.

Sémipalatinsk, Othon Iosiphovitch Missoune.

Barnaoul, Alexandre Stépanovitch Gouliav.

Tomsk, Constantin Antonovitch Platér-Plokhotsky.

Krasnoïarsk, Simon Carlovitch Gochtov.

Kiakhta, Alexis Porphyriovitch Lévisky.

Indépendamment de ces nominations, la direction a choisi comme agent général de la Compagnie en Sibirie et dans le gouvernement de Perm, M. Zdzislaw Ivanovitch Mitkevitch, domicilié à Catherinebourg, que la direction, conformément au § 60 des statuts de la Compagnie par une procuration spéciale, a autorisé à déléguer, pour ces contrées, avec sa signature à lui, Mitkevitch, des polices d'assurance et des certificats de renouvellement. 446

ACHAT ET VENTE

de diamants, pierres de couleurs, perles fines; objets d'art, meubles, bronzes, pendules, porcelaine, vases, groupes, statuettes, tabatières, émaux, miniatures, éventails, argenterie, points d'Alençon, toutes sortes de dentelles anciennes et modernes, cachemires turcs et différents objets de valeur. — Petite Morskala, maison Fedorova, n° 11, magasin de M^{me} Jakobson. 4012

VENTE

de vins d'Italie supérieurs purs de tout mélange, à Vassili Ostrow, 13^e ligne quai de la Grande Nèva, maison n° 47. 418

A VENDRE

une voiture en très bon état pour 350 r. S'adresser Petite Morskala, maison n° 5, log. n° 1. 424

CIRQUE HINNÉ

PLACE MICHEL.

Aujourd'hui vendredi 16 et samedi 17 février.

DEUX GRANDES REPRÉSENTATIONS

La première à une heure après-midi, la deuxième à sept heures et demie.

Prix des places comme à l'ordinaire.

Dimanche 18 février deux grandes représentations. La 1^{re} commencera à une heure, la 2^e à 7 1/2 h.

Le clown Magrini avec ses chiens dressés restera encore 3 jours ici.

De lundi 19 jusqu'à dimanche 25 février inclusivement relâche.

Dimanche 25 février grande représentation et 1^{er} début du célèbre phénomène surnommé le «Roisin» à deux têtes.

Le directeur Ch. Hinné.

DRACÈS DE CUBÉINE

AU COUPON DE LABELONTE

employées contre les maladies secrètes.

Exiger sur chaque boîte le certificat d'origine.

A Paris, pharmacie Labelonty et C^e, rue d'Aboukir, n° 99.

En Russie, dans toutes les pharmacies de l'Empire. O. P. 21

COMPAGNIE COLONIALE

Établissement spécial pour la fabrication

CHOCOLATS

QUALITÉ SUPÉRIEURE

Tous les chocolats de la Compagnie Coloniale sont composés, sans exception, de matières premières de choix; ils sont exemptés de tout mélange, de toute addition de substances étrangères, et préparés avec des soins minutieux jusqu'à ce jour.

Fondée spécialement dans le but de donner au Chocolat, considéré au point de vue de l'hygiène et de la santé, toutes les propriétés bienfaisantes dont ce précieux aliment est susceptible, la Compagnie ne fait du bon marché qu'une question secondaire; elle veut, avant tout, livrer aux consommateurs des produits d'une supériorité incontestable.

CHOCOLAT DE SANTÉ

Le demi-kilo. 5 fr. 50.

Box chocolat. 5 fr. 50.

Pin. 5 fr. 50.

Soufflé. 5 fr. 50.

Extra. 5 fr. 50.

Box chocolat. 5 fr. 50.

Pin. 5 fr. 50.

Soufflé. 5 fr. 50.

Extra. 5 fr. 50.

CHOCOLAT VANILLÉ

Le demi-kilo. 5 fr. 50.

Box chocolat. 5 fr. 50.

Pin. 5 fr. 50.

Soufflé. 5 fr. 50.

Extra. 5 fr. 50.

CHOCOLAT DE POCHÉ

Le demi-kilo. 5 fr. 50.

Box chocolat. 5 fr. 50.

Pin. 5 fr. 50.

Soufflé. 5 fr. 50.

Extra. 5 fr. 50.

ENTREPOT général à Paris, rue de Rivoli, 132

Dans toutes les villes de France et de l'étranger, chez les principaux Commerçants.

BANQUE D'ESCOMPTE

DE MOSCOU.

La direction de la Banque d'Escompte de Moscou a l'honneur d'informer MM. les actionnaires que, conformément à l'art. 58 des statuts et sur la décision du conseil d'administration, l'assemblée générale des actionnaires est fixée au samedi, 14 avril prochain, à 1 heure après-midi. L'assemblée générale aura lieu au siège de la Banque.

Ordre du jour.

1^o Examen du compte-rendu et du bilan de la Banque pour l'exercice 1872-1873 et décision à ce sujet.

2^o Election de nouveaux membres du conseil d'administration en vertu de l'art. 38 des statuts.

Conformément à l'art. 68 des statuts, le compte-rendu et le bilan de la Banque pour l'année écoulée seront déposés aux actionnaires sur leur demande, à partir du 30 mars prochain, de midi à 2 heures, aux bureaux de la Banque. 436

LEÇONS PARTICULIÈRES D'ANGLAIS

Grafton House, Richmond Hill, London.

Le directeur offre une maison distinguée et confortable aux messieurs qui veulent visiter l'Angleterre. Les meilleures références sont données et des prospectus sont envoyés. 419

La Société pour la protection des gouvernantes

rue Siméonovskaia, maison n° 3, logement n° 5, place, sans aucune rétribution, les institutrices et les surveillantes: russes, françaises, suisses, allemandes et anglaises.

On reçoit tous les jours de 11 à 4 h., excepté les vendredis et les jours de fête; les dimanches il y a réception de onze heures à midi. 438

COMPAGNIE RUSSE D'ASSURANCES

contre l'incendie fondée en 1827.

La direction de la Compagnie a l'honneur de faire savoir qu'elle a choisi les personnes suivantes comme agents de la Compagnie en Sibirie:

A. Tumene, Constantin Pamphilovitch Gorlaev.

Tobolsk, Théodore Davidovitch Rahlenbeck.

Omsk, André Louitch Mementov.

Sémipalatinsk, Othon Iosiphovitch Missoune.

Barnaoul, Alexandre Stépanovitch Gouliav.

Tomsk, Constantin Antonovitch Platér-Plokhotsky.

Krasnoïarsk, Simon Carlovitch Gochtov.

Kiakhta, Alexis Porphyriovitch Lévisky.

Indépendamment de ces nominations, la direction a choisi comme agent général de la Compagnie en Sibirie et dans le gouvernement de Perm, M. Zdzislaw Ivanovitch Mitkevitch, domicilié à Catherinebourg, que la direction, conformément au § 60 des statuts de la Compagnie par une procuration spéciale, a autorisé à déléguer, pour ces contrées, avec sa signature à lui, Mitkevitch, des polices d'assurance et des certificats de renouvellement. 446

ACHAT ET VENTE

de diamants, pierres de couleurs, perles fines; objets d'art, meubles, bronzes, pendules, porcelaine, vases, groupes, statuettes, tabatières, émaux, miniatures, éventails, argenterie, points d'Alençon, toutes sortes de dentelles anciennes et modernes, cachemires turcs et différents objets de valeur. — Petite Morskala, maison Fedorova, n° 11, magasin de M^{me} Jakobson. 4012

VENTE

de vins d'Italie supérieurs purs de tout mélange, à Vassili Ostrow, 13^e ligne quai de la Grande Nèva, maison n° 47. 418

A VENDRE

une voiture en très bon état pour 350 r. S'adresser Petite Morskala, maison n° 5, log. n° 1. 424

CIRQUE HINNÉ

PLACE MICHEL.

Aujourd'hui vendredi 16 et samedi 17 février.

DEUX GRANDES REPRÉSENTATIONS

La première à une heure après-midi, la deuxième à sept heures et demie.

Prix des places comme à l'ordinaire.

Dimanche 18 février deux grandes représentations. La 1^{re} commencera à une heure, la 2^e à 7 1/2 h.

Le clown Magrini avec ses chiens dressés restera encore 3 jours ici.

De lundi 19 jusqu'à dimanche 25 février inclusivement relâche.

Dimanche 25 février grande représentation et 1^{er} début du célèbre phénomène surnommé le «Roisin» à deux têtes.

Le directeur Ch. Hinné.

DRACÈS DE CUBÉINE

AU COUPON DE LABELONTE

employées contre les maladies secrètes.

Exiger sur chaque boîte le certificat d'origine.

A Paris, pharmacie Labelonty et C^e, rue d'Aboukir, n° 99.

En Russie, dans toutes les pharmacies de l'Empire. O. P. 21

COMPAGNIE COLONIALE

Établissement spécial pour la fabrication

CHOCOLATS

QUALITÉ SUPÉRIEURE

Tous les chocolats de la Compagnie Coloniale sont composés, sans exception, de matières premières de choix; ils sont exemptés de tout mélange, de toute addition de substances étrangères, et préparés avec des soins minutieux jusqu'à ce jour.

Fondée spécialement dans le but de donner au Chocolat, considéré au point de vue de l'hygiène et de la santé, toutes les propriétés bienfaisantes dont ce précieux aliment est susceptible, la Compagnie ne fait du bon marché qu'une question secondaire; elle veut, avant tout, livrer aux consommateurs des produits d'une supériorité incontestable.

CHOCOLAT DE SANTÉ

Le demi-kilo. 5 fr. 50.

Box chocolat. 5 fr. 50.

Pin. 5 fr. 50.

Soufflé. 5 fr. 50.

LE CÉLÈBRE BABY-ARTIST

la petite virtuose de six ans, partira aussitôt après les fêtes, et si on désire l'entendre sur le violon et le piano elle acceptera des invitations. S'adresser rue des Officiers, au Sérbiakow, 33, log. 25.

RESTAURANT BORREL

Grande-Morskaia, n° 18, au coin du Kirpitchnoi pérouok.

Dîner du vendredi 16 février, à 1 r. 50 c.
de 3 à 7 heures.

MENU.

Potage Borch (Petits Pâtes).
Culotte de Bœuf braisée.
Saumon au beurre d'écrevisse.
Haricots verts à la maitre d'hôtel.
Perdreux gris rôtis (Concombres).
Punch glacé au gingembre.
Café.

ARRIVAGE CHAQUE JOUR D'HERBES D'OSTENDE A 1 r. 25 c. LA DIZAIN.
DEUX FOIS PAR SEMAINE DES PRIMEURS ET FRUITS

DE NICE

de même des comestibles, tout ce que Paris a de mieux.
La cave de l'établissement est à même d'offrir aux gourmets les meilleurs vins.

DINERS ET SOUPERS A LA CARTE A TOUTE HEURE.

GRANDS ET PETITS DINERS DE COMMANDE.

Déjeuner chaque jour avec variété de plats. Provisions toujours fraîches.

Salons et cabinets richement décorés, convenant particulièrement pour soirées, bals et réunions de société.

SOCIÉTÉ DU CHEMIN DE FER

D'OREL-GIAZI

Le tarif, qui a été établi, sous le n° 27, par le congrès des délégués des chemins de fer du premier groupe, depuis les 19 et 20 septembre 1872 jusqu'au 1^{er} septembre 1873, pour les transports de blés expédiés des stations des chemins de fer d'Orel-Giazi et de Giazi-Tsaritsyne à Riga, Dunabourg et Smolensk, — tarif d'après lequel on prélève par poud et par verste : 1/45 cop. pour le seigle, l'avoine et le froment, 1/36 cop. pour le gruau et la farine de toute espèce, à l'exception de la farine de froment, et pour cette dernière 1/30 cop. — sera appliqué, à la suite d'une entente survenue entre les administrations des lignes de Riga-Dunabourg, Dunabourg-Vitebsk, Orel-Vitebsk, Orel-Giazi, et Giazi-Tsaritsyne sur tous ces chemins de fer à tous les transports de blés énumérés plus haut : 1^{er} qui seront expédiés des stations du chemin de fer de Giazi-Tsaritsyne et d'Orel-Giazi à Vitebsk et à Polotsk, et 2^o qui seront transmis du chemin de fer de Kozlow-Voronège et de la ligne de Livny (à rails étroits) au chemin de fer d'Orel-Giazi pour être expédiés à Riga, Dunabourg, Polotsk, Vitebsk et Smolensk.

JAMES A. LEE.

The Severn Engineering Works à Lydney (Angleterre).

Fabrique de machines, fonderie et chaudronnerie.

Livraison de machines seules et d'appareils complets pour la fabrication du papier de bois par voie chimique. Références, concernant les appareils installés antérieurement et depuis longtemps en fonctions, ainsi que des échantillons de pâte de bois et des papiers qui en sont fabriqués, sont à la disposition des intéressés.

S'adresser pour le continent à M. l'ingénieur civil,

433 R. M. C. M. Rosenhain, à Berlin, Auguststrasse, 26.

MOUVEMENT ET RECETTES

CHEMIN DE FER

RYBINSK-BOLOGOË

Pour le mois de janvier 1873.

Transporté.	Recettes.
14,355 voyageurs.	26,453 r. 38 c.
5,789 pouds de bagages.	1,434 13
2,753 marchandises grande vitesse.	662 41
982,604 petite vitesse.	52,888 04
Autres recettes.	828 67
Total en janvier 1873.	82,266 r. 63 c.
En janvier 1872.	79,842 47

Surplus en janvier 1873 2,404 r. 16 c.

Recette moyenne par jour pendant le mois de janvier 1873 2,640 86

Recette moyenne par jour pendant le mois de janvier 1872 2,570 21

L'ADMINISTRATION

DE LA

SOCIÉTÉ DU CHEMIN DE FER

DE

RYBINSK-BOLOGOË

porte à la connaissance générale qu'à partir du 20 avril et jusqu'au 1^{er} novembre de l'année actuelle le prix de transport pour toutes les marchandises expédiées directement de Bologoë à Rybinsk est fixé comme suit, — sans que pour cela le paiement de 1 cop. pour le chargement et le déchargement soit abandonné :

- 1^o Toutes les marchandises comprises dans la première catégorie du tarif actuel, paieront le prix de la troisième catégorie : 11,67 cop. Pour toute la distance entre Bologoë et Rybinsk.
 - 2^o Les marchandises de seconde et troisième catégorie dans le tarif actuel, paieront le taux prélevé sur les marchandises de la cinquième catégorie Pour toute la distance entre Bologoë et Rybinsk.
 - 3^o Toutes les marchandises qui font partie de la quatrième catégorie (les accessoires de chemins de fer exceptés), de la cinquième (les rails exceptés), de la sixième et de la septième paieront le taux prélevé sur les marchandises de la septième catégorie Pour poud et pour toute la distance entre Bologoë et Rybinsk.
 - 4^o Pour les accessoires de chemins de fer (à l'exception des objets d'un grand poids) on prélèvera d'après le tarif en vigueur 1/30 cop. par poud et par verste, ou pour toute la distance entre Bologoë et Rybinsk 9,33 r.
 - 5^o Les rails paieront d'après le tarif en vigueur 1/40 cop. par poud et par verste, ou pour toute la distance entre Bologoë et Rybinsk 7,00 r.
- Quant aux marchandises expédiées des stations intermédiaires jusqu'à Rybinsk, ainsi que celles expédiées de Bologoë jusqu'aux stations intermédiaires et non pas jusqu'à Rybinsk, elles paient le prix fixé d'après le tarif actuellement en vigueur, sans aucun changement.

MOUVEMENT ET RECETTES

CHEMIN DE FER D'ODESSA

pour le mois de janvier 1873.

Transporté.	Recettes.
84,794 voyageurs.	153,818 r. 89 c.
28,940 pouds de bagages.	9,171 47
35,222 marchandises grande vitesse.	12,197 48
4,344,108 petite vitesse.	359,501 45
Autres recettes.	37,417 17
Total.	572,105 r. 96 c.
Recette pendant le mois de janvier 1872.	471,604 55
Différence en faveur de 1873.	100,501 41

CHEMIN DE FER

DE LA

BALTIQUE.

Recettes du mois de janvier 1873.

Pour transport de voyageurs.	55,450 05
marchandises.	65,916 40
En janvier 1872.	121,366 45
En janvier 1873.	92,928 98
Différence en plus pour 1873.	28,437 47

CHEMIN DE FER

DE

VARSOVIE - TERESPOL.

Relevé des recettes du mois de janvier 1873.

Voyageurs.	28,077 r. 83 c. 1/2
Marchandises.	57,027 02 1/2
Divers.	784 83
Total.	85,889 r. 69 c.
En janvier 1872 les recettes s'élevaient à.	66,103 81 1/2
Donc il y a un excédent en faveur de 1873 de.	19,785 r. 87 c. 1/2

COMPTE-RENDU

de l'assemblée générale de MM. les actionnaires de la Société d'exploitation du charbon de terre du bassin de Moscou.

2^o Le compte-rendu des actes du conseil d'administration depuis son ouverture, c'est-à-dire depuis le 8 juin 1872, jusqu'au 1^{er} janvier 1873.

Et 3^o Le projet de budget élaboré par le conseil d'administration pour l'exercice 1873. L'assemblée générale, ayant trouvé que les instructions atteignent parfaitement le but auquel elles visent; ayant en vue que le compte-rendu a été vérifié par la commission de révision; que celle-ci l'a trouvé régulier, et que la même commission a examiné et approuvé le projet de budget, — a résolu à l'unanimité d'approuver les instructions, le compte-rendu et le projet de budget, et a confié au conseil d'administration le soin de payer la dividende de 10 roubles par action fixée par le compte-rendu.

Puis l'ordre du jour épuisé, le président a déclaré close l'assemblée générale des actionnaires.

COMPTE-RENDU

de la Société d'exploitation du charbon de terre du bassin de Moscou depuis le 1^{er} juin 1872 jusqu'au 1^{er} janvier 1873.

RECETTES.

Vente du charbon de terre et de la pyrite provenant des mines appartenant à la Société.	87,981 93
A recevoir pour le charbon de terre vendu et fourni aux chemins de fer, fabriques et usines.	5,903 70
Produit de la vente de différents matériaux et des fermages.	717 24
Intérêts perçus sur le compte-courant ouvert à la Banque publique municipale de Skopine.	249 88
A percevoir les intérêts des billets 5 0/0 de la Banque de l'Etat appartenant à la Société, jusqu'au 1 ^{er} janvier 1873.	1,075 215
Bénéfice sur la différence du cours des billets 5 0/0.	1,539 38
Total.	96,142 25

DÉPENSES.

Administration de la Société :	
Appointements du personnel.	8,905 79
Voyages.	945 71
Frais de poste, de chauffage et d'éclairage.	533 49
Frais de local et de télégraphe.	1,392 94
Frais de chancellerie.	458 52
Approvisionnement de matériaux :	
Achat de matériel en bois.	8,953 31
Achat de matériel en fer.	2,019 23
Achat de différents objets.	1,283 92
Extraction du charbon de terre :	
Dépenses pour l'extraction du charbon de terre.	12,624 40
Payé pour les travaux des charpentiers, des forgerons, des terrassiers, etc.	2,561 94
Remonte des bâtiments :	
Remonte des bâtiments élevés près des mines de charbon de terre, frais d'assurance et autres.	15,186 34
Frais de commission.	2,586 08
Payé aux commissionnaires pour la vente du charbon de terre.	318 37
Transport et chargement du charbon :	
Déchargement et transport d'autres matériaux.	6,422 2
Entretien des chevaux.	1,589 52
Menues dépenses.	1,508 79
Emoluments des directeurs :	
Délivré aux directeurs pour l'année 1872.	328 82
Propriété de la Société :	
Déduit, conformément au § 44 des statuts, de la valeur des constructions et des machines.	9,629 13
Qui sont versés dans le capital de réserve.	6,000 2
Pour la dévaluation, conformément au § 44 des statuts, de 10 0/0 du bénéfice net.	61,008 35
Dividende :	
Pour délivrer à MM. les actionnaires un dividende de 10 roubles par action.	35,133 90
Dépenses pour l'année 1873 :	
Gratification aux employés.	1,620 51
Total.	157,719 80

BILAN jusqu'au 1^{er} janvier 1873.

ACTIF.

Compte de la caisse :	
En caisse.	13,520 20
Compte des billets 5 0/0 de la Banque de l'Etat.	
En caisse 430 billets de la Banque de 1 ^{re} émission, valeur 94 r.	40,420
Intérêts jusqu'au 1 ^{er} janvier 1873.	1,075
Bénéfice sur la différence du cours.	215
Compte des mines de charbon de terre :	
Valeur des mines de Pavelsk et autres mines appartenant à la Société.	41,710
Compte de la propriété de la Société :	
Différentes constructions de la valeur.	724,000
Déduit, conformément au § 44 des statuts, pour l'année 1872 — 10 0/0.	5,000
Compte des machines et appareils :	
Valeur des machines et appareils fonctionnant dans les mines.	45,000
Déduction de 5 0/0 pour l'année 1872, conformément au § 44 des statuts.	20,000
Compte du matériel de réserve.	1,000
Matériel se trouvant dans divers entrepôts.	19,000
Compte du charbon de terre :	
Charbon de terre et pyrite prêt pour la vente.	21,154 92
Compte de la voie ferrée des mines :	
Charbon de terre et pyrite prêt pour la vente.	14,120
Valeur du tramway allant de la mine de Pavelsk jusqu'à la plateforme du chemin de fer de Skopine-Pavelsk et de celui qui fonctionne dans la mine même, avec le matériel roulant.	17,542
Compte des attributs nécessaires pour le transport :	
Chevaux, wagons et fourrages.	3,183 03
Compte du capital d'obligations :	
Obligations à leur valeur nominale en roubles de crédit.	870,000
A recevoir de différentes personnes.	8,289 60
Total.	1,777,519 80

PASSIF.

Compte du capital d'actions :	
3,000 actions à 290 r. en billets de crédit chacune.	870,000
Compte du capital d'obligations :	
Conformément aux §§ 11 et 23 des statuts, M. le ministre des finances a autorisé l'émission d'obligations, dont la valeur nominale en billets de crédit atteint la somme de.	870,000
Compte des créanciers :	
A payer à diverses personnes.	2,385 90
Compte des dépenses pour l'année 1873 :	
Gratifications à payer aux employés.	1,620 51
Compte du capital de réserve :	
Déduction faite, conformément au § 44 des statuts, pour l'année 1872.	3,513 39
Compte du dividende :	
Pris sur les bénéfices 10 r. par action comme dividende à distribuer aux actionnaires pour l'année 1872.	30,000
Total.	1,777,519 80

Le conseil d'administration de la Société d'exploitation du charbon de terre du bassin de Moscou a l'honneur de porter à la connaissance de MM. les actionnaires que le dividende fixé d'après le compte-rendu de l'administration (pour la période d'activité du 8 juin 1872 au 1^{er} janvier 1873) qui a été approuvé par l'assemblée générale des actionnaires est de 10 r. par action et qu'il sera délivré sur présentation des coupons, à partir du 1^{er} mars de l'année courante, tous les jours, les dimanches et jours de fête exceptés, à Moscou et à St-Petersbourg, au comptoir de la maison de commerce I. V. Junker et C^o, et à l'administration de la Société, dont le siège est à Skopine.

que immédiate des tarifs dans la loi du 26 juillet dernier, d'accroître les ressources du trésor public.

Sans doute, pour atteindre complètement le but, l'adhésion des autres puissances liées avec nous par des traités nous sera nécessaire; mais lorsque l'Angleterre, par exemple, pour la France, sacrifie justement des principes qui lui sont chers, nous sommes autorisés à penser que l'amitié des autres pays ne nous fera pas défaut, et qu'ils ne se montreront pas moins jaloux que la première nation commerçante de l'Europe, de nous seconder dans les combinaisons qui nous sont imposées par une impérieuse nécessité.

Cet exposé réédité de termes simples le traité qui vous est soumis. Il était nécessaire, pour éclaircir une rédaction traduite d'après un texte conçu dans la forme technique que la chancellerie anglaise donne aux actes officiels. Bien comprise, la nouvelle convention d'abord pour objet de ne porter aucun trouble dans les habitudes commerciales des deux pays. L'augmentation de droits, décrétée par la loi et acceptée par le traité, est si modérée, que cette nouvelle charge, répartie sur des objets d'une consommation générale, sera communément peu sensible pour le dernier acheteur, et, par conséquent, la masse des importations, tant en matières premières qu'en produits manufacturés, en sera très-faiblement affectée. Ainsi, la balance des échanges entre les deux nations n'éprouvera aucune perturbation.

Mais le régime commercial est cependant modifié en un point bien notable. — Tandis que la réciprocité et l'égalité semblent les conditions générales de toute convention de commerce, les Anglais ont consenti à subir une inégalité en leur défaveur. Si vous le jugez convenable, si l'Assemblée le veut, les Anglais consentent à subir un traitement différentiel qui les frapperait même à l'exclusion de la plupart des autres nations. Ils ont traité les y oblige immédiatement. Ils pourraient, à la rigueur, payer seuls ou presque seuls les nouveaux droits, s'ils n'étaient pas payés par les autres nations.

Pour être en état de supposer que jamais l'Angleterre donnerait un pareil exemple; mais elle a noblement compris que, du moment qu'on lui démontrait que les taxes douanières décrétées étaient purement fiscales, ses principes économiques ne lui interdisaient plus de faire pour la France un sacrifice, sans doute en partie commandé par le traité de 1860, mais sujet à des objections qu'elle n'a pas voulu élever dans les difficiles circonstances financières où nous nous trouvons placés. Cette conduite vraiment amicale sera dignement appréciée par la France.

Serait-ce se flatter d'une hasardeuse illusion que de croire que ce premier exemple ne sera pas sans influence sur les autres nations de l'Europe, qu'il agira sur l'opinion du monde et que le continent, si visiblement intéressé à voir la France, redevenue riche et prospère, se relever des atteintes qui l'ont un moment affaiblie, ne résistera pas au désir de contribuer au rétablissement de l'équilibre européen, en prêtant à notre pays une assistance utile dans ses nécessités financières. Le crédit de la France importera à la paix de l'Europe.

C'est par ces considérations, messieurs, que ce nouveau traité de commerce s'élève au rang d'une convention politique et nous parait acquiescer, à ce titre, de nouveaux droits à l'approbation de l'Assemblée Nationale.

PROJET DE LOI.

Le président de la république française propose à l'Assemblée Nationale le projet de loi suivant, qui sera présenté par le ministre des affaires étrangères :

ARTICLE UNIQUE.

Le président de la république est autorisé à ratifier et, s'il y a lieu, à faire exécuter le traité de commerce et de navigation conclu à Londres, le 5 novembre 1872, entre la France et le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, ainsi que la déclaration complémentaire échangée à Versailles, le 29 janvier 1873. Une copie authentique de ces deux documents demeure attachée à la présente loi.

Il paraît certain, dit *Paris-Journal*, que le duc d'Annam ne répondra pas à la lettre du marquis de Francieu, que nous avons reproduite hier.

Voici les noms des dix-neuf membres de la commission Dufaure : MM. Desbrières, Labrousse, L'Évêque, Fournier, Baze, Sasse, Germon, Gervais, Babin, Broglie, d'André, d'Almonville, Ricard, Béraud, Camont, Douchet, Delacour, Max Richard, Martel.

Se sont abstenus : MM. Arago, Grévy, Barthé, Ducloux, Lefèvre-Pontalis, Laroche, de Labassolère, Lucien Brun, Ernoul, Théry, Decezes.

L'amendement présenté par M. de Belcastel à l'article 4 du projet de la commission des Trente, et par lequel l'Assemblée Nationale ne se dissoudrait pas avant d'avoir libéré le territoire et pourvu aux intérêts de la France par des institutions définitives, porte un grand nombre de signatures.

M. de Ventavon a présenté l'amendement suivant au même projet :

Remplacer les articles 1, 2 et 3 de la commission par la résolution suivante :

« L'Assemblée maintient les décrets des 17 février et 21 août 1871, aux termes desquels le président de la république exerce, sous l'autorité de l'Assemblée Nationale, les fonctions de chef du pouvoir exécutif qui lui sont dévolues, et est entendu par l'Assemblée toutes les fois qu'il le croit nécessaire, le conseil des ministres et les ministres étant responsables devant l'Assemblée. »

Enfin, le marquis de Dampierre demande de formuler ainsi l'article 4 du projet :

« L'Assemblée ne se sépara pas avant de statuer :

« 1° Sur la forme définitive du gouvernement à donner à la France ;

« 2° Sur l'organisation et le mode de transmission des pouvoirs législatif et exécutif ;

« 3° Sur la création et les attributions d'une seconde Chambre qui n'entrera en fonctions qu'après la séparation de l'Assemblée actuelle ;

« 4° Sur la loi électorale. »

On lit dans la *Patric* :

L'accord entre M. de Broglie et M. Thiers serait plus intime, plus complet qu'on ne le suppose d'ordinaire. D'après des informations, que nous avons lieu de croire exactes, M. de Broglie aurait donné très catégoriquement à entendre à plusieurs de ses collègues de la commission qu'il serait bien de confier à M. Thiers le pouvoir pendant l'interim qui se produirait entre le départ de la Chambre actuelle et l'installation de la nouvelle, mais en plaçant à côté du président une commission de surveillance prise dans le sein de l'Assemblée. M. de Broglie aurait ajouté, pour donner plus de poids à sa proposition, que le centre droit l'appuierait certainement.

M. Gambetta doit, dit-on, prendre la parole dans la discussion du rapport de M. de Broglie.

M. Bertall, dit le *Figaro*, esquisse en trois coups de crayon un portrait du citoyen le plus haut placé de France. Ce portrait, vu de dos, est excessivement ressemblant néanmoins. On ne peut le décrire ; il faut ouvrir la *Vue parisienne* et le regarder, d'autant mieux

que ce croquis accompagne une fort amusante fantaisie : les Trente sont en train de prendre mesure de l'habit présidentiel autour du citoyen le plus haut placé.

M. Adolphe. — Cher monsieur Bathie, vous seriez bien aimable de me tenir la manche un peu large. Faites que je ne sois pas gêné dans les entournures.

M. Bathie. — Je pense à tout, monsieur le président, je ne néglige rien.

M. Adolphe. — J'y tiens beaucoup, vous savez, cher ami. Monsieur Baragnon, veuillez, s'il vous plaît, prendre exactement la mesure du tour de taille.

M. d'André. — Pardon, M. Adolphe, mais ne croyez-vous pas qu'il faut se tenir un peu plus dans la généralité ? Nous ne sommes pas bien riches, et cet habit de président doit servir à d'autres que vous.

M. Adolphe (souriant). — Ce n'est pourtant pas une raison pour que j'en souffre. Pourquoi donc alors ne pas prendre mesure sur une quinzaine ? Voyez à ce que les basques ne tombent pas trop bas.

On discute ensuite la couleur de l'habit. L'un le veut blanc, l'autre bleu, l'autre rouge. Pour les mettre tous d'accord, M. Thiers choisit le marron. Puis on s'occupe du pantalon, puis on arrive aux lunettes :

M. Raoul Duval. — Mais un président n'est pas forcé de porter des lunettes.

M. Adolphe. — Mille pardons, cher monsieur, un président véritable ne saurait se passer de lunettes. Je le déclare, sans lunettes, rien de fait.

M. Grévy. — Des lunettes un peu bleues alors.

M. Arago. — Un peu roses serait chose préférable.

M. Adolphe. — Ni bleues ni roses, des lunettes comme les miennes suffiraient parfaitement. Maintenant le chapeau : la couleur est indifférente, pourvu qu'il soit gris.

M. d'André. — Mais cependant...

M. Adolphe. — Il n'y a pas de mais, c'est comme ça. Vous voyez, il est impossible d'être plus accommodant.

M. Baragnon. — C'est bien vrai.

M. Adolphe. — Ainsi donc, c'est entendu, nous voilà d'accord. Du moment que cela est fait sur ma mesure, ça me va. La première chose, dans l'intérêt général, c'est que je ne sois pas gêné.

Mes bons amis, ayez bien soin des entournures et des manches, j'y tiens beaucoup.

Plus tard, bien plus tard, les autres, s'il y en a, prendront leurs mesures comme ils l'entendent, ça les regarde.

Grande-Bretagne.

On lit dans l'*Echo* du 22 février :

« L'enquête a été reprise à Town hall, Lydd, devant le bailli, M. Thomas Pinn, sur le corps de Brand, l'une des victimes du sinistre du *Northfleet*. Le coroner a déclaré que si l'enquête avait été ajournée, c'était parce que l'on avait voulu recueillir le plus de dépositions possible pour élucider la question. La cause véritable de la mort de Brand, paraît-il, aurait été un steamer que l'on soupçonne d'avoir coulé bas le *Northfleet*. »

« Le coroner a ajouté : « Je dis soupçon avec intention, attendu qu'il n'existe pas de preuve irrécusable quant à l'identité du steamer qui a coulé le *Northfleet*. Tout ce que le jury peut faire à l'heure qu'il est, c'est de légitimer la conduite de ceux qui ont laissé périr tant d'êtres humains sans secours, et d'exprimer de l'admiration pour ceux qui, au péril de leurs jours, ont fait les plus grands efforts pour sauver du monde. »

« Le jury a délibéré, et il a rendu le verdict ci-après :

« Samuel-Frédéric Brand a dû la mort à son épousément dans l'eau, à la suite du sinistre du *Northfleet*, à bord duquel il était passager dans la nuit du 22 janvier. Pendant que le *Northfleet* mouillait à l'ancre, il a été abordé par un steamer dont le nom et la nationalité ne sont pas connus. Mais assurément il y a eu négligence et insouciance de la part de ceux qui conduisaient ce steamer. »

« De grands éloges sont dus aux commandants et aux équipages du bateau-pilote de la *Princess*, du lougre *Mary* et de la *City of London* qui ont fait les plus louables efforts pour contribuer au sauvetage. Le jury est d'avis que si le steamer, cause du sinistre, s'était rangé auprès du *Northfleet*, au lieu de l'abandonner comme il l'a fait, sans pitié, presque tout le monde aurait été sauvé. Le jury est d'avis qu'il faudrait mettre en vigueur un code distinct de signaux. »

Un télégramme de Lydd du 23 porte ce qui suit :

« Le plongeur Allen a découvert le corps d'un homme tout couvert de vase sur le pont du *Northfleet*. Lorsque le corps a été amené à la surface de l'eau, on l'a trouvé dans un état avancé de décomposition. Il a été débarqué à la batterie n° 2. On a sur-le-champ avisé à se procurer les moyens d'inhumation. »

« Le Times dit de son côté :

« Le plongeur Barker, qui a travaillé sous l'eau pendant cinquante-cinq minutes, a fait remonter à la surface plusieurs caisses et quatre lits. Le plongeur Allen, qui a resté sous l'eau soixante-douze minutes, a travaillé à faire disparaître une grande quantité d'égouts qui produisaient un encombrement très-dangereux. »

« Le *Messenger* de Paris consacre l'article suivant à la disette du charbon en Angleterre :

« La cherté du charbon en Angleterre n'a point été attribuée seulement au manque de charbon sur le marché, mais aussi au manque de charbon dans les mines. Certaines personnes se sont avisées de prouver, de l'autre côté du détroit, que le produit des mines diminuait, et que la richesse des gisements houillers avait été très exagérée. Ces craintes paraissent être chimériques. Le temps est encore bien éloigné où la disette de charbon se fera sentir en Angleterre par suite de l'épuisement des mines. Il est bien possible qu'un jour ou l'autre des mines naissent très-productives s'épuisent à la fin, — ou que le travail devienne trop pénible à mesure qu'on s'enfoncera plus profondément au sein de la terre. Mais alors aussi de nouveaux gisements houillers seront sans doute découverts, — de nouveaux procédés d'extraction seront inventés, — et l'Angleterre peut être assurée de voir son industrie et sa navigation en pleine prospérité, aussi longtemps que les bras ne lui manqueront pas pour tirer le charbon des mines. Car, entre le danger de voir la houille manquer à la pioche du mineur et le danger de voir la pioche du mineur manquer à la mine, ce n'est point, croyons-nous, le premier qui menace le plus l'Angleterre. »

« Le charbon ne manque pas dans les mines d'Angleterre et il ne manquera pas de sitôt. Les commissaires du gouvernement ont évalué, en 1870, à 146,480 millions de tonnes la quantité de charbon que l'Angleterre pourrait raisonnablement tirer des gisements connus. Or, la consommation pour l'année 1869 n'a dépassé que de fort peu le chiffre de cent millions de tonnes. Il est aisé de calculer d'après cela que nos voisins ont du charbon pour longtemps. Mais on comprendra aussi qu'il peut être très inquiétant si la disette de charbon se fait sentir sur le marché par suite d'autres raisons que l'épuisement des mines. Il est intéressant, à de propos, de constater comment s'est répartie, en 1869, la consommation du

charbon. La quantité de minerai extraite cette année-là s'est élevée à 107,427,557 tonnes, dont 9,775,470 ont été exportées, et la plus grande partie, c'est-à-dire 97,652,087 tonnes, ont été consommées dans le pays de la façon suivante :

	Tonnes.
Fabrication du fer	32,446,606
Manufactures et machines à vapeur	25,327,423
Métallurgie	859,231
Mines et houillères	7,225,423
Gaz et machines hydrauliques	9,111,980
Bâtiments à vapeur	2,277,562
Chemins de fer	2,027,500
Consommation domestique	18,481,527
Divers usages	195,045

Total de la consommation locale 97,652,087

« L'examen de ces chiffres montre que la fabrication du fer et les manufactures absorbent plus de la moitié de la consommation totale, c'est-à-dire cinquante-sept millions de tonnes sur quatre-vingt-deux millions et que la consommation domestique compte pour un cinquième du chiffre total. D'où l'on peut conclure qu'une grande perturbation serait le résultat soit de la disette de charbon, soit d'une hausse exagérée des prix dans les usines et manufactures et dans la vie domestique. Or, c'est là précisément le cas aujourd'hui. Le prix du charbon s'est élevé de telle façon que dans plusieurs districts manufacturiers les hauts-fourneaux et les manufactures ont dû cesser leurs travaux, et que de vives souffrances se sont déjà fait sentir dans les classes pauvres, pour qui le charbon à bon marché est aussi nécessaire que les pommes de terre à bon marché. »

« La disette et la hausse du prix des charbons sont le double effet de plusieurs circonstances dont les principales peuvent être déterminées. La demande de charbon, pendant l'année 1872, a dépassé de beaucoup la consommation ordinaire des années précédentes. Il en est résulté une hausse de prix rapide et considérable. Mais encore les ouvriers des mines, voyant les énormes bénéfices réalisés par leurs patrons, ont voulu en avoir leur part et l'ont réclamée sous forme d'augmentation de salaire. Il en est résulté des grèves dont l'effet inévitable a été de réduire la production de la houille. Ainsi, le charbon étant plus demandé, le prix en a augmenté comme il arrive pour toute matière dont le marché a besoin. Puis la production faisant défaut à la consommation, la disette s'est fait sentir. Les deux conséquences ont été solidaires l'une de l'autre, et dépendent de ce fait que le besoin d'une plus grande consommation s'est fait généralement sentir en 1872. »

« Cette situation ne laisse pas de causer les plus vives appréhensions à nos voisins. Ce ne peut être un mal, à coup sûr, que le développement de l'industrie exige une plus grande consommation de charbon. Mais c'est à coup sûr un très grand mal que la disette de charbon paralyse l'industrie. Or, ce dernier fait est trop évident aujourd'hui. L'industrie est arrivée son maximum de production, en Angleterre, par suite de l'abondance et du bon marché de cet aliment essentiel des usines et manufactures, — le charbon. Mais il est inévitable que l'industrie ne se maintiendra pas à ce maximum, si le charbon devient trop cher. Si deux ou trois grandes industries sont en souffrance, comme celle du fer, par exemple, tout le système industriel de l'Angleterre sera atteint. Dans le moment actuel, après tant d'années d'une prodigieuse prospérité, la gravité de la situation ne se fait pas sentir dans toute sa vigueur. Les hauts-fourneaux peuvent s'étendre ou ralentir leurs travaux sans que ruine s'ensuive. Mais si la situation actuelle devait s'aggraver, on seulement se prolonger trop longtemps, les effets en seraient bientôt désastreux et terribles pour l'Angleterre. »

Suède et Norvège.

On lit dans la *Correspondance Scandinave* du 23 février :

« La commission de la seconde Chambre de Suède, à laquelle a été soumise la proposition du couronnement du roi Oscar à Paris, sur cette question un rapport très circonstancié, débutant par la déclaration que la Constitution ne prescrit rien à l'égard du couronnement des souverains. La commission ne veut pas décider si cet antique usage est une nécessité absolue pour la royauté ; mais elle a la conviction que la cérémonie du couronnement ne rattrapera pas davantage les liens de dévouement existant entre le roi et le peuple, et de même il tient pour certain que le roi, couronné ou non, remplira ses devoirs avec la même fidélité. Avec cette manière de voir le comité ne pense pas que le Riksdag doive prendre une détermination, pouvant engager le roi ; il en laisse l'initiative à Sa Majesté, qui sera jugée elle-même si le couronnement doit avoir lieu ou non. Dans l'hypothèse où le roi se prononcerait pour la célébration de cette cérémonie, il faudrait, dit le rapport, l'arranger d'une manière simple et peu dispendieuse, sans des représentants du peuple. D'après ces motifs la commission propose que la Chambre s'abstienne dans cette circonstance de faire une démarche quelconque. »

Italie.

On mande de Rome, en date du 21 février :

« L'évêque de Poitiers a eu une longue audience du pape.

« Le saint-père, recevant les prédicateurs du carême, a dit :

« En présence des blasphèmes publiés contre la personne de Jésus-Christ par certains journaux, défendez courageusement les intérêts de Dieu, comme des athlètes et des soldats sur le champ de bataille. Je bénis vos prédications ; recommandez au peuple une religieuse résignation et le respect de la loi divine. Dites à vos auditeurs que le vicar du Christ prie Dieu d'éloigner de Rome les maux terribles qui la menacent. »

Suisse.

La loi sur l'organisation du culte catholique dans le canton de Genève, votée le 19 février par le Grand-Conseil de ce canton, a reçu encore au cours des débats trois passages additionnels, qui sont conçus comme suit :

« L'amendement donné par le Conseil d'Etat à ce mandataire (de l'évêque diocésain) peut toujours lui être retiré. »

« Les paroisses catholiques du canton doivent faire partie d'un diocèse suisse. »

« Le siège de l'évêché ne pourra être établi dans le canton de Genève. »

La loi votée par le Grand-Conseil doit encore, avant sa promulgation, être soumise au vote populaire.

Le gouvernement de Soleure a annoncé à M^r Lachat que la jouissance de son habitation officielle prendrait fin à Pâques ; l'inventaire du mobilier doit être dressé par M^r Lachat, en présence d'un secrétaire d'Etat, Amiet, en présence d'une personne de confiance à la désignation de M^r Lachat.

Berne, lundi 24 février. — La communauté des vieux-catholiques d'Olten a décidé hier, par 284 voix sur 314 votants, d'élire un nouveau curé et elle a désigné à cet effet

M. Herzog, curé à Crefeld, lequel, à ce qu'on croit, acceptera l'élection. En outre, il est aussi question de révoquer M. Herzog des fonctions d'administrateur intérimaire de l'évêché de Bâle.

M^r Lachat a aussi envoyé au gouvernement de Berne une protestation contre sa révocation.

Un meeting ultramontain très nombreux a eu lieu le 23 février à Farnex.

Il n'était bruit la semaine dernière, à Neuchâtel, que de l'arrestation d'un individu qui volait le cabinet d'antiquités. Nous trouvons à ce sujet les détails suivants dans la *Feuille d'avis* de cette ville :

« Depuis le mois de décembre dernier, on s'était aperçu que plusieurs médailles et pièces de monnaie rares avaient été volées à la collection du musée de notre gymnase communal. On redoubla de surveillance, et les soupçons se portèrent sur un individu qui revint visiter le musée la semaine dernière, aux heures où il est ouvert au public. »

« Dernièrement nouvelle visite du personnage. Le concierge du gymnase, M. Borel, qui a déposé dans cette circonstance une véritable adresse, voit qu'une vitrine avait été ouverte. Il rejoint l'individu qui déjà s'esquiveait lors du collage, le ramène dans la salle des médailles et l'interpelle. Déclarations énergiques de notre homme. La-dessus, le concierge le malmène un peu et fait tomber son chapeau, d'où sort une clef qui se trouve être la fausse clef avec laquelle la vitrine a pu être ouverte. »

« Conduit au poste de gendarmerie, on ne tarde pas à découvrir que l'individu, qui faisait le métier de colporteur en librairie pour une maison de Zurich, avait encore à sa charge d'autres vols que ceux des médailles. Il finit d'ailleurs par avouer une partie de ses méfaits. »

« Plusieurs des monnaies vendues ou données par lui en paiement dans des établissements de notre ville ont déjà été restituées à notre musée. Il sera cependant difficile, on le craint, de les retrouver toutes. »

Espagne.

On lit dans l'*Imparcial* :

« A son arrivée à Lisbonne, le roi Amédée a reçu un télégramme du roi Victor-Emmanuel conçu en ces termes :

« Mieux informé, j'approuve la résolution. Mes bras attendent impatiemment le fils chéri, la patrie, le soldat dont elle aura bientôt besoin. Je l'envoie une frégate blindée. »

« Le roi et la reine, vu ce changement de dispositions, iront directement à Rome en quittant Lisbonne. »

Un journal de Madrid publie la nouvelle suivante :

« L'alcade (maire) de Lyon, en France, a offert au gouvernement espagnol d'organiser à ses frais un corps de 3,000 hommes pour coopérer avec les forces envoyées à la poursuite des carlistes. Le ministre des affaires étrangères a adressé ses remerciements au fonctionnaire municipal français ; et comme on devait s'y attendre, il a répondu à son offre en lui disant que le gouvernement possédait des ressources suffisantes pour vaincre l'insurrection carliste. »

On lit dans le *Porvenir* du 16 courant, journal républicain fédéral qui se publie à Malaga :

« La tranquillité est complètement rétablie dans notre ville. Chacun a repris ses travaux habituels. Les magasins ont ouvert leurs portes et les théâtres ont recommencé à jouer leurs pièces ; ce qui veut dire que l'heureux règne de la république est inauguré. »

« Cet heureux changement est attribué par le journal de Malaga aux recommandations du ministre Castelar, qui avait adressé à l'autorité locale le télégramme suivant :

« La république a été proclamée et on le doit à notre modération. Elle se perdrait, si nous n'y prenons garde, dans les désordres de nos amis de Malaga. Il est de toute nécessité de maintenir l'ordre, coûte que coûte, et que Malaga se soumette à l'autorité de la république. Faites les plus grands sacrifices pour atteindre ce but. Je vous le demande au nom de notre vieille amitié. »

« La *Gazette* de Madrid du 20 publie la note suivante sur l'affaire de Santa-Pau, en Catalogne :

« Le colonel Cabrinetti a battu, dans la journée d'avant-hier, les bandes réunies de Saballs, Bosch, Barranco, Huguet et autres, au nombre de 800 à 1,000 hommes. »

« Le combat a duré deux heures entières dans les rues du village, et les maisons occupées par l'ennemi ont dû être enlevées à la baïonnette. La résistance a été des plus vives, mais la place a fini par être évacuée, et nos troupes en ont pris possession. »

« La perte de l'ennemi s'est élevée à 9 morts, un grand nombre de blessés et 7 prisonniers, dont un capitaine. »

« De notre côté, nous avons eu 9 blessés et 9 contusionnés, dont un officier. »

« Les derniers numéros reçus de la *Gazette* de Madrid publient 130 nouvelles adhésions à la république d'ayuntamientos, de cours et tribunaux, de cercles politiques et militaires, etc. »

D'après le *Tiempo*, l'ex-député Riboo aurait été assassiné à Montilla.

« On lui aurait affirmé-t-on à ce journal, tranché la tête à coups de hache, puis avec le même instrument on lui aurait coupé les pieds et les mains. »

« Il paraît, enfin, que dans la même localité on ne serait pas arrêté à ce crime. L'incendie et le pillage des maisons ont couronné l'œuvre néfaste, qui s'est terminée par la destruction du registre de la propriété et des archives publiques, qui ont été livrés aux flammes. »

On lit à ce sujet dans la *Ignadad* :

« Les conservateurs ne manquent pas d'exploiter contre les républicains les tristes événements de Montilla. Il a été commis, en effet, dans cette commune, d'horribles vengeances, qui ont tout le caractère de véritables crimes. Notre parti est le premier à demander que la lumière soit faite sur ces événements et que le châtimement sévère atteigne les coupables. Le ministre de grâce et justice a donné les instructions les plus rigoureuses à cet égard. Nos adversaires, accoutumés, en ce genre, à toutes sortes de vandalismes, à les exciter et les laisser impunis, quand c'est leur monde qui s'est rendu coupable, ne peuvent en aucune façon imputer de tels actes à notre parti. »

Turquie.

(Corresp. part. du Journal de St-Petersbourg.) Constantinople, 2 (14) février.

Les fêtes du Koubran-batram ont passé tranquillement sans amener aucun changement notable dans la situation. Il n'y a eu à cette occasion ni modifications, ni promotions quelconques dans les hautes sphères administratives et ce fait a été interprété par les partisans du ministère actuel comme étant de bon augure et comme prouvant que la position du grand-vizir se consolide peu à peu. Toutefois les adversaires du cabinet et bon nombre de nos hommes politiques, habitués à ne pas trop croire aux apparences, sont loin de renoncer à leurs idées pessimistes. Ils prétendent

que le ministère n'a pas encore passé l'éclat dangereux ; le premier du mois de Mouharrem (nouveau musulman), époque où se font généralement diverses mutations administratives, et que par conséquent sa position n'est point encore assurée.

Le samedi 26 janvier (8 février) le sultan s'était rendu comme d'habitude dans la grande mosquée. Comme toujours, le cortège impérial était splendide et il a attiré une grande foule de spectateurs ; la place de l'Hippodrome était littéralement encombrée de voitures, dans lesquelles on remarquait aussi les harems des hauts dignitaires. En sortant de la mosquée le sultan s'est dirigé vers le palais de Dolma-Bagitché, où le grand-vizir, tous les ministres, les membres du haut clergé, les hauts fonctionnaires et les officiers supérieurs de l'armée et de la marine se trouvaient déjà rassemblés pour présenter leurs hommages à Sa Majesté à l'occasion de la fête.

On raconte qu'à cette cérémonie, qu'on appelle en turc *mayadet* (baise-main), Sa Majesté, voyant les dignitaires défilant devant elle par ordre d'ancienneté, aurait exprimé le désir que Riza-Pacha, comme doyen des séraskiers, passât immédiatement après le grand-vizir et le cheik-ul-Islam.

Le sultan s'est montré très gracieux envers le grand-vizir ; il l'a fait appeler auprès de sa personne et s'est longuement entretenu avec lui.

On dit qu'à cette occasion Méhémed-Ruchid-Pacha aurait parlé à Sa Majesté de la nécessité pressante de profiter de la situation actuelle des marchés européens — situation exceptionnellement favorable pour le crédit turc, — afin de contracter le nouveau grand emprunt de 25 millions de livres sterling dont le projet est déjà élaboré, et que le sultan, ayant pris en considération les arguments du grand-vizir, aurait donné son consentement à la réalisation de ce projet.

Dans notre dernière correspondance nous donnions quelques détails sur cet emprunt, destiné, comme on s'en souvient, à des travaux publics et surtout à l'achèvement du réseau ferré. Or, nous apprenons maintenant qu'une partie du produit de cet emprunt serait employée à compléter les armements des troupes ottomanes et à élever quelques nouvelles fortifications.

La nouvelle de ce changement de destination d'une partie de l'emprunt est confirmée d'ailleurs par des données très positives. Depuis quelque temps, en effet, on remarque une grande activité au ministère de la guerre, qui aurait, à ce qu'on assure, donné l'ordre de pousser plus activement les travaux de fortifications à Erzeroum et à Kars, ainsi que les travaux de construction de routes stratégiques, et aurait en même temps pris des dispositions pour augmenter les approvisionnements de cartouches.

Il n'y a rien d'étonnant à ce que le gouvernement ottoman soit fortement préoccupé du désir naturel d'assurer sa défense contre toute éventualité ; il ne fait en cela que suivre l'exemple de autres gouvernements de l'Europe, — dont aucun ne veut rester en arrière des autres, mais ce qui nous étonne

res étrangères ont été orageuses. Plusieurs membres de l'Assemblée, et principalement ceux qui ont pris part à l'incident du 6 janvier de l'année passée, dont on aura gardé le souvenir, se sont prononcés pour l'idée de modifier le firman; leur opinion a été vivement combattue par les autres membres, et à la fin de la séance presque tous les membres se sont déclarés pour le maintien du firman. Les Bulgares résidant en province se sont empressés de se prononcer dans le même sens.

On assure que l'exarque se montre tout disposé à se rapprocher du patriarcat, mais l'attitude du patriarcat actuel est loin de favoriser de pareilles intentions conciliantes.

D'après les nouvelles reçues ici de Bucharest, la Chambre roumaine a voté la nouvelle loi sur la constitution de l'Eglise de Roumanie. Sur la base des stipulations de cette loi, quatre évêques ont déjà été élus, et confirmés aussitôt dans leur dignité par le prince. La nouvelle constitution de l'Eglise roumaine, qui donne à cette Eglise le titre d'autocratie, — titre contesté naguère par le siège ecclésiastique — devra être soumise à l'approbation du patriarcat, et il se peut qu'il fasse quelques difficultés pour reconnaître cette constitution, quoique dans l'état actuel de l'Eglise d'Orient il serait plus prudent, pour le patriarcat de s'abstenir de toute tentative de soulever de nouvelles difficultés.

Legouverneur du Liban, Franco-Pacha, vient de succomber à sa maladie, que l'on considérait du reste comme incurable. La Porte lui a déjà donné un successeur dans la personne de l'ambassadeur de Turquie à St-Petersbourg, Rustem-Bey, auquel ont été conférés simultanément les titres de vizir et de pacha.

EGYPTE. — Ismailia, 20 février. — Ont passé le canal de Suez, depuis le 11 février, 38 navires, jaugeant ensemble 62,100 tonnes. La recette du service du transit, du 11 au 20 février, s'est élevée à la somme de 677,000 fr.

Transit du 1 ^{er} au 10 février	29 navires.
— 11 au 20	38 —
Transit du 1 ^{er} au 20	67 navires.
Recette du transit, du 1 ^{er} au 10 février	468,000 fr.
— du 11 au 20	677,000 —
Recette du transit, du 1 ^{er} au 20 février	1,145,000 fr.

DERNIÈRES NOUVELLES.

ALLEMAGNE.

Le conseil fédéral est maintenant saisi des rapports des divers Etats allemands sur la mise à exécution de la loi contre les Jésuites, ainsi que de renseignements sur les ordres affiliés à la Compagnie de Jésus. Le conseil prendra une décision définitive sur les corporations religieuses qui doivent être considérées comme affiliées à l'ordre des Jésuites. (Kreuz-Zeitung.)

Le comité judiciaire du conseil fédéral a repoussé le recours du prince d'Arrenberg contre la loi prussienne qui supprime ses droits de seigneur féodal dans ses propriétés du Hanovre. La décision du comité est basée sur la considération que l'ancien pacte fédéral allemand étant devenu caduc à la suite des événements de 1866, les droits des seigneurs féodaux, reposant sur ce pacte, ont aussi perdu leur validité. (Spenerische Zeitung.)

FRANCE.

La gauche républicaine a tenu le 23 une réunion importante dans la salle des conférences, boulevard des Capucines. Plus de 100 députés étaient présents. Des convocations spéciales avaient été adressées aux différents membres qui font partie de ce groupe. L'ordre du jour portait : Discussion sur les conclusions de la commission des Trente.

MM. Roussier, Lepère et plusieurs orateurs ont pris la parole au début de la séance pour combattre le projet soumis à l'Assemblée par la commission et le gouvernement. Tout d'abord le préambule leur paraît inacceptable; cette réserve du pouvoir constituant, qu'on dénie dans une certaine mesure à l'Assemblée, ne peut être l'objet d'aucune discussion sérieuse, et ils engagent l'Assemblée à le repousser. Pour les art. 1^{er}, 2 et 3 du projet, ils ne voient pas ce que la gauche pourrait trouver d'avantage en les votant. Ce sont des conclusions que le statu quo et le pacte Rivet n'avaient pas inventées et qu'il faut laisser à l'écart.

Le paragraphe de l'article relatif à la transmission du pouvoir exécutif est certainement de nature à être pris en considération, mais les deux points qui traitent l'un de l'institution d'une seconde Chambre, l'autre de la loi électorale, doivent être repoussés péremptoirement. Le parti républicain n'a jamais admis le principe de l'institution d'une seconde Chambre, et la loi électorale qu'on prépare doit porter au suffrage universel une atteinte dont les députés de la gauche refusent d'être les complices.

« M. le duc de Broglie, a dit M. Lepère, a pris le soin de nous éclairer sur ce point. D'après le procès-verbal de la réunion du centre droit, il a défendu les concessions qu'il était accusé d'avoir faites en se rejetant sur le caractère purement monarchique des deux lois à élaborer. Il en a dit plus long que le procès-verbal ne le répète, et nous devons nous tenir pour avertis. »

MM. Grévy et Arago partagent en plusieurs points les opinions émises par les orateurs qui les ont précédés. Pourtant ils ne sont pas d'avis qu'il faille se contenter du rejet pur et simple des propositions de la commission. On devrait, à leur avis, voter la suppression des trois premiers articles et réclamer le retour au système inauguré par la loi Rivet, pour l'art. 4, ou se contenter de lui opposer l'amendement présenté par M. Arago à la commission des Trente et portant simplement ces mots :

« Les pouvoirs de M. le président de la république sont prorogés pour trois ans. »

Les orateurs qui ont défendu ce système ont, nous devons le dire, recueilli des applaudissements assez nombreux.

M. Ricard a pris la parole pour combattre ces différentes propositions. Lui aussi, il était membre de la commission des Trente, il faisait partie de la minorité, il a lutté pendant trois mois contre les prétentions de la majorité compacte qui s'était formée par la coalition de la droite, de l'extrême droite et du centre droit. La commission arrivait à la fin de ses travaux, et la minorité n'avait obtenu aucune con-

cession; la coalition l'emportait sur tous les points, on fermait la bouche à M. Thiers par les trois premiers articles et on repoussait l'art. 4 pour ne pas paraître répondre au message.

Tout à coup à la dernière heure, la scène change, la coalition est rompue par un événement extérieur, purement fortuit, qui lui ne pouvait prévoir; le centre droit se sépare de la droite, il se rapproche du gouvernement; quand chacun désespérait du succès, quand on en était réduit à chercher une échappatoire, pour déguiser la défaite, la victoire revenait dans nos rangs.

La commission acceptait la proposition de M. Dufaure avec des modifications sans importance. Cet incident, que chacun connaît, la ruine des espérances fusionistes, avait des conséquences plus sérieuses encore. L'amendement présenté par M. Ricard était adopté. Cet amendement, que le gouvernement ne connaissait pas, voté à la dernière heure, était à lui seul plus important que le reste du projet.

Dans la soirée même du jour où il fut voté, son auteur se rendait à la présidence, le soumettait à M. Thiers, et son importance était telle que le conseil des ministres fut immédiatement convoqué pour en délibérer. Le conseil l'adopta, et sans désespérer M. le garde des sceaux écrivit au président de la commission pour lui annoncer ce vote et prendre acte de la décision de la commission. Ainsi l'accord est devenu complet entre la commission et le gouvernement, et cela est si vrai que M. Thiers défendra lui-même à la tribune le projet de la commission.

On a parlé de l'amendement de M. Arago : M. Ricard le connaît, il l'a défendu, il l'a voté, et ce texte a été repoussé par la commission. On peut le porter à la tribune, il trouvera la même opposition, et de plus, celle de M. Thiers, qui est décidé à le combattre et à l'accepter pour lui et pour le gouvernement que les propositions de la commission.

M. Ricard comprendrait peu les motifs qui pourraient pousser la réunion à se séparer du gouvernement. Par une cause indépendante de la volonté de la gauche, le centre droit est séparé de la droite. Si l'on poursuit l'œuvre commencée, si la gauche, le centre gauche et le centre droit se réunissent pour former une majorité gouvernementale, on crée un abîme entre les fractions royalistes de l'Assemblée. On oublie-t-on un instant les dangers que la coalition des royalistes faisait courir à la république? Mais si le comte de Chambord était mort pendant que la coalition durait, serait-il arrivé? Et c'est quand un tel danger a été écarté qu'on hésite à en rendre le retour impossible!

M. Ricard ne comprendrait pas cette tactique. La scission entre la droite et le centre droit est faite, il faut l'accentuer en faisant du centre droit un appoint du parti gouvernemental.

M. Ricard conjure ses collègues de voter les projets du gouvernement. Il le répète, M. Thiers les défendra.

Il comprend qu'on vote contre le préambule du projet; lui-même n'hésiterait pas. Il y a d'ailleurs contradiction flagrante entre ce préambule et l'article 4.

Ainsi votez contre ce préambule, mais votez après avoir fait vos réserves; votez l'ensemble du projet.

Le discours de M. Ricard a produit une grande impression sur la réunion.

M. A. Grévy l'a remplacé à la tribune pour le combattre; M. Grévy soutient l'amendement de M. Arago.

La discussion est devenue générale et a été très vive. Aucune résolution n'a été prise, et la réunion s'est ajournée à mercredi.

Le comte de Flandre, frère du roi des Belges, vient d'arriver à Marseille, où il séjournera quelques jours. (Paris-Journal.)

« M^r Dupanloup, qui se trouve à Hyères en ce moment pour des raisons de santé, a déclaré que la lettre du comte de Chambord était court à toute espèce de négociations, et qu'en ce qui le concerne il s'abstiendrait de prendre part à celles qui pourraient être entamées dans l'avenir. (Zéphire.) »

On lit dans le *Messager de Paris* :

« Les nouvelles d'Espagne, nous ne l'avions que trop prévu, deviennent inquiétantes. La guerre civile menace d'éclater dans plusieurs provinces de la péninsule.

« Une lutte semble imminente entre les républicains unitaires et les républicains fédéralistes.

« De leur côté, les carlistes paraissent moins disposés que jamais à abandonner leurs prétentions; on constate une recrudescence d'activité dans les contrées envahies par l'insurrection. Les enrôlements forcés continuent en Navarre.

« Le prétendant se trouve dans les environs de Vera, en compagnie du marquis de Valdespina, Formazas, Calderon, Villadarias, Valleirato, etc.

« Enfin il pourrait bien survenir sous peu un grave pronunciamento militaire.

« On comprend qu'en présence d'une situation si confuse, le gouvernement français ne se hâte pas de reconnaître la république espagnole.

« La reconnaissance n'aura lieu, nous assure-t-on, qu'après l'apaisement des troubles que l'on prévoit et que l'on redoute. Si nous sommes bien informés, c'est la résolution qui aurait été prise hier en conseil des ministres. »

« On lit dans le *Toulonnais* :

« Une dépêche secrète et chiffrée, arrivée au golfe Juan, jeudi dernier à quatre heures du soir, a surpris l'escadre au moment où une grande partie du personnel se trouvait à terre avec les compagnies de débarquement.

« Au signal de ralliement, on s'empressa de rentrer à bord et, à six heures et demie du soir, les deux corvettes de premier rang, le *Sané* et l'*Infernet*, allumèrent les feux, qui furent vigoureusement poussés; à huit heures, ces deux navires appareillèrent en faisant route vers l'ouest et, vendredi matin ils étaient accostés aux appointements de Castigneau, faisant en toute hâte leur plein de combustible et complétant en même temps leurs vivres et leurs rechanges.

« D'après les bruits qui circulent à bord, ces corvettes doivent repartir dans le plus bref délai pour aller protéger nos nationaux sur les côtes d'Espagne, en prévision d'événements fort graves.

« Le *Sané* et l'*Infernet* étaient le même soir en appareillage, en ayant leurs patentes de santé visées par le consul d'Espagne.

« Leur mission n'est plus maintenant un mystère : le *Sané* prendra, dit-on, la station le Valence et l'*Infernet* se rendra à Malaga.

« On parle maintenant du rappel très prochain de l'escadre, qui serait concentrée à Toulon et ravitaillée de manière à pouvoir appareiller au premier signal en cas d'éventualités imprévues.

« On s'attend à de sérieuses complications dans les affaires politiques de l'Espagne, mais le rôle de la flotte française sera seulement une mesure de précaution en faveur de nos nationaux. »

CHAMBRE DES COMMUNES. — Séance du 21 février.

M. NARDY annonce qu'il proposera prochainement à la Chambre de voter une adresse à la couronne, à l'effet de prier Sa Majesté de vouloir bien, de concert avec le gouvernement des Etats-Unis, porter à la connaissance des puissances étrangères les trois règles nouvelles adoptées par le traité de Washington, et de préciser le sens et la portée de ces règles afin de prévenir tout malentendu futur.

LORD ENFIELD, répondant à une interpellation de M. Rylands, dit que la ligne de l'Oxus a été admise par le Foreign-Office, sur l'avis et la recommandation de sir Henry Rawlinson, comme la limite septentrionale de l'Afghanistan, et que lord Granville ne croit pas que cette décision implique une erreur géographique.

M. RYLANDS. Je demande si le secrétaire du Foreign-Office est en mesure de donner à la Chambre l'assurance qu'aucune partie de l'Afghanistan ne dépasse la frontière dont il est question dans la correspondance officielle.

LORD ENFIELD. Je répète que le Foreign-Office ne croit pas avoir commis d'erreur en acceptant la frontière indiquée dans la dépêche du prince Gortchacow. Il n'y a, sur la ligne adoptée, ni villages, ni pays habités.

M. COCHRANE demande au sous-secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères quelle interprétation le gouvernement a donnée à la dépêche du prince Gortchacow du 31 janvier, dans laquelle il est dit que le gouvernement russe accepte la ligne de frontière de l'Afghanistan telle que l'Angleterre l'a tracée, et cela en raison de l'engagement que nous avons pris d'insister auprès de Shire Ali pour qu'il renonce à tout acte d'agression ou de conquête dans l'avenir. La dépêche ajoute que le gouvernement russe voit dans cette assurance la garantie du maintien de la paix. Reste à savoir si le gouvernement anglais accepte l'idée qu'il met le prince Gortchacow que nous nous trouvons ainsi garants de la conduite pacifique de l'Afghanistan.

LORD ENFIELD répond en ces termes : L'interprétation que le gouvernement de la reine attache à la dépêche du prince Gortchacow est en concordance avec la dépêche de lord Granville du 24 janvier de cette année. Dans cette dernière dépêche il était dit que le gouvernement de la reine ne manquera pas de faire valoir dans les termes les plus forts auprès de l'empereur d'Afghanistan les avantages qui lui étaient assurés par la reconnaissance que faisaient les deux gouvernements des frontières auxquelles il prétendait, et par l'obligation qui en résultait pour lui de s'abstenir de toute agression. Le gouvernement ajoutait qu'il continuerait d'exercer son influence pour maintenir cet état de choses. En conséquence, le prince Gortchacow a pu entendre par là — et c'était l'interprétation qu'on attendait de lui — que le gouvernement anglais ne renoncera pas à user de son influence, et le sens de sa réponse indique qu'il la regarde comme suffisante.

M. SMITH demande au sous-secrétaire d'Etat s'il est vrai que le *Murillo* ait été relâché par les autorités espagnoles. S'il en est ainsi, la raison en serait-elle qu'on a la preuve qu'il n'y a pas eu de collision avec le *Northolt*, ou bien serait-ce que les propriétaires auraient donné des garanties pour les dommages? Si le ministre manque de renseignements positifs, voudrait-il faire connaître les mesures qu'il a prises pour s'assurer de l'exactitude des rapports qui se publient à ce sujet? Enfin, la correspondance avec le gouvernement espagnol sera-t-elle communiquée au Parlement?

LORD ENFIELD. Nous avons demandé des renseignements à notre consul à Cadix. Il nous a annoncé que le *Murillo* est toujours détenu. La correspondance sera communiquée au Parlement. Mais, comme les autorités espagnoles se livrent à une investigation rigoureuse, je pense qu'il faut en attendre le résultat avant de produire les documents.

SIR R. PEEL demande si la récente apparition de la flotte anglaise devant Lisbonne, en l'honneur du roi Amédée doit être interprétée dans le sens d'une protestation contre l'établissement de la république espagnole, d'un commencement de politique d'intervention dans les affaires de la Péninsule ou d'une mesure prise dans un intérêt dynastique?

LORD ENFIELD. Le secrétaire du Foreign-Office s'est borné à demander à l'amirauté d'envoyer sans tarder un steamer à Lisbonne, pour y recevoir et embarquer le roi et la reine, et d'y réunir le nombre de navires nécessaires pour protéger, au besoin, les intérêts britanniques.

M. LEFEVRE. La flotte du détroit se serait en l'importance quelles circonstances, trouvée devant Lisbonne à l'époque où elle s'y est rendue, mais par suite de la demande qu'il a été

adressée par le Foreign-Office à l'amirauté, il y a eu envoi de télégrammes spéciaux à l'amirauté qui commande la flotte. La flotte entière ne se trouve toutefois pas devant Lisbonne, mais seulement trois ou quatre des principaux vaisseaux.

M. RYLANDS annonce qu'il demandera lundi prochain au sous-secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères de vouloir bien donner à la Chambre l'assurance positive qu'aucune partie des provinces de Badakshan et de Wakhan ne se trouve au nord de l'Oxus.

M. EUSTACE SMITH appelle l'attention de la Chambre sur un livre récemment publié par M. Pimmsoll, membre de la Chambre des Communes pour Derby, sur la question de la surcharge des navires et de l'emploi sur mer de vaisseaux impropres à la navigation maritime. Dans ce livre, l'auteur a lancé de graves accusations contre deux de ses collègues au Parlement, qui ont porté le fait devant les tribunaux.

L'orateur est d'avis que de telles accusations portent atteinte à l'honneur de la Chambre. (Le greffier du Parlement donne lecture de l'extrait du livre auquel s'appliquent les paroles de M. Smith.)

M. SMITH propose à la Chambre de déclarer que M. Pimmsoll a porté atteinte à l'honneur et à la dignité de la Chambre des Communes.

M. PIMMSOLL déclare qu'il n'a pas l'intention de se soustraire à la responsabilité de ses actes et qu'il regretterait d'avoir, par inadvertance, porté atteinte à l'honneur collectif de la Chambre.

M. HORSMANN est d'avis que cette déclaration suffit et que la Chambre doit passer outre.

M. GLADSTONE émet la même opinion. Il engage d'autant plus la Chambre à passer outre, que les tribunaux sont saisis d'une plainte.

M. EUSTACE SMITH retire sa proposition.

Le reste de la séance ne présente pas d'intérêt pour l'étranger.

M. Lowe a reçu une députation de la Chambre des Communes, dont la démarche avait pour but de demander au ministre l'abolition de l'impôt sur le revenu.

« En abolissant cet impôt, a dit le chancelier de l'Echiquier, je renoncerais à une ressource de six millions et demi, et je devrais nécessairement, ou trouver d'autres impôts, ou faire des économies d'une égale importance.

« Dans le premier cas, il serait difficile de ne pas méconter bien des personnes. Je pourrais proposer d'élever des droits qui, en d'autres termes, ont été abaissés; par exemple, les droits sur le sucre, le thé, le café, sur les assurances sur la vie; mais ces droits ont été considérés comme plus oppressifs que l'impôt sur le revenu, et la mesure constituerait d'ailleurs, non pas en arrière, je pourrais frapper les propriétés, mais les journaux d'Amérique, où l'impôt sur les propriétés existe, ont prouvé que, quelque mauvais que soit l'impôt, cet impôt est deux comparativement au système organisationnel qui prévaut en Amérique. L'impôt sur le revenu est le seul qui atteigne les portefeuilles, et en les sacrifiant on perd 700 millions de livres de cette source. L'impôt sur le revenu frappe les classes de la société qui sont au-dessus des ouvriers; si nous les supprimons, il faudra peser sur ceux-ci, ou bien frapper les classes supérieures d'impôts contre lesquels on a déjà protesté.

« En supprimant l'impôt sur le revenu, sans frapper les classes supérieures de la société, nous arrivons à un système inégal, puisque le fisc n'atteint plus que le sucre, les spiritueux et le tabac; on dirait de nous que nous ne frappons que le pauvre.

« On pourra nous demander de faire des économies, mais où les réaliserons-nous? « Voici le problème qu'on me donne à résoudre.

« Après avoir payé 29 millions pour intérêts de la dette consolidée; 7 millions pour l'administration des postes, des recettes générales de l'Etat et des douanes, et 5 millions pour services rendus auxquels il n'est pas possible de toucher, il reste 30 millions. Quelles économies puis-je faire sur ces 30 millions? « On ne vaudra certainement pas que je réduise la paie des soldats et des marins. En fait, une grande partie de cette somme n'est pas à la disposition du chancelier de l'Echiquier et appartient à l'armée, à la marine, à l'administration de la justice, à la police, aux frais de perception.

« Je dois avoir montré que les économies sont impossibles sans compromettre les institutions qui sont nécessaires au bien-être de la

société, il ne m'est pas possible, dans ma position, de faire espérer la suppression de l'impôt sur l'impôt, de faire entrevoir un moyen de remplacer cet impôt ou de promouvoir des économies capables de me faire remonter à l'impôt sur le revenu. »

Zanzibar, 4 février. — M. Bartle Frère ira le 15 à Mozambique et reviendra à Zanzibar le 8 mars.

ESPAGNE.

Les journaux de Madrid, du 21, donnent le texte du télégramme reçu de Washington par le ministre Castelar, et dont lecture a été faite dans la séance du 20 de l'Assemblée Nationale.

Ministère d'Etat. Sous-secrétariat. — Dépêche télégraphique.

Washington, 19 février.

Le sous-secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique au général Sickles, ministre plénipotentiaire des Etats-Unis à Madrid.

« Les bruits que la proposition a été repoussée ont été sans fondement. La proposition de voter des félicitations à l'Espagne à l'occasion de l'établissement du gouvernement républicain en ce pays, fut faite lundi au Congrès, mais, selon le règlement de la Chambre, elle n'a pu être prise en considération sans avoir été déferée à un comité. La proposition attend son tour dans les ordres du jour de la Chambre.

« Le gouvernement républicain d'Espagne a les sympathies générales du peuple américain et de son gouvernement.

« Signé : HAMILTON FISH. »

Madrid, 23 février, soir. — Tous les officiers des vingt bataillons de la garde nationale de Madrid se sont présentés au Congrès pour féliciter l'Assemblée dans la personne de son président. Le chef d'état-major de la garde nationale a pris la parole et, en termes très chaleureux, il a fait connaître l'adhésion de toute la milice aux décisions souveraines prises par l'Assemblée, ainsi que la ferme résolution de la garde nationale d'appuyer l'Assemblée dans toutes les circonstances qui pourraient se produire.

Le président, M. Martos, a répondu par un discours qui a été, à plusieurs reprises, interrompu par d'unanimes et enthousiastes acclamations. « L'Assemblée, a dit M. Martos, est la seule et suprême légalité; elle est décidée à sauver la république, la liberté et l'ordre dans la crise que le pays traverse. » M. Martos a ajouté qu'il ne craignait pas que des citoyens armés, agissant sans les ordres du maire de Madrid ou d'une autre autorité, voulussent s'imposer à l'Assemblée, celle-ci étant décidée à ne pas se laisser intimider. Les représentants du peuple sauront mourir à leur poste plutôt que de subir aucune pression violente, de quelque côté qu'elle puisse venir; ils sauront la république des dangers qu'elle pourrait courir, aussi bien de la part de la réaction que du côté de la démagogie. L'Assemblée compte pour cela sur les autorités, sur l'armée et sur les volontaires de la république.

Discours de M. Martos s'est terminé au milieu des vivats unanimes et des cris : Vive la république! Vive l'Assemblée! Vive la liberté et l'ordre! Vivent les volontaires de la république!

On écrit de la frontière d'Espagne au *Courrier de Bayonne* du 23 février :

« Le chef carliste Dorregaray est entré, le 17, en Espagne par Ainhoa et le pont de Dancharina, occupé par les carlistes. Lui et ses compagnons d'armes, parmi lesquels se trouvaient MM. de Valdespina, le marquis de las Hormazas, Valledor, Villadarias, qui avaient été conduits à la frontière dans deux voitures, ont passé en Espagne avec lui. Ils se trouvaient le lendemain à Elizondo, où ils ont été reçus par les partisans avec force acclamation. De nombreux ballots contenant des armes et des uniformes ont passé. »

D'après une lettre de Madrid, la mère de l'impératrice Eugénie, la comtesse de Montijo, serait devenue subitement aveugle.

PORTUGAL.

Lisbonne, 23 février. — Le roi de Portugal a offert un banquet à l'amiral et aux officiers de la frégate italienne *Roma*. Le roi Amédée et la légation italienne y assistaient.

Les Cortes portugaises ont voté l'appel des troupes de la réserve.

Les journaux ne croient pas que la république espagnole puisse exercer une influence sur les destinées politiques du Portugal.

DERNIÈRES DÉPÊCHES.

AGENCE INTERNATIONALE.

Londres, mercredi 26 février.

Le Times publie une dépêche de Rome, 25, portant que l'Italie, l'Autriche et la plupart des puissances européennes ont résolu de maintenir des relations officielles avec l'Espagne jusqu'à ce qu'un gouvernement régulier y soit institué.

Autre dépêche.

Athènes, mercredi 26 février.

OUVERTURE DE LA CHAMBRE. — Le discours du trône accentue les bonnes relations avec les puissances étrangères et signale le progrès du pays dans le domaine financier. Le discours ne fait pas allusion à l'affaire du Laurium.

Autre dépêche.

Bruxelles, jeudi 27 février.

On croit que le projet de rachat des chemins de fer du Luxembourg rencontrera à la Chambre une plus forte opposition qu'on ne le présumait, à cause de stipulations accessoires relatives à la construction de diverses lignes.

Le bruit court qu'il existe un désaccord au sein du cabinet.

On assure que des difficultés sérieuses se sont élevées contre le suris demandé par la banque Jacobs.

SOURCE DE BERLIN DU 27 FEVRIER.

Cours du change.

A 3 semaines sur St-Petersbourg, 91 1/2 th. pour 100 r.

A 3 mois sur St-Petersbourg, 90 th. pour 100 r.

Prix des billets de crédit russes 52 1/2 th. pour 100 r.

Prix de la demi-imprévue 5 th. 16 silb.

Emprunt russe de 1882 93 1/2.

Emprunt russe de 1883 91 5/8.

Obligations consolidées de 1870 92.

Emprunt russe 3 1/2 90 5/8.

1^{er} emprunt à lots et primes 129 1/2.

2^e emprunt à lots et primes 131.

5^e emprunt (1854) 77 3/8.

6^e emprunt (1855) 93 5/8.

Obligations de la Grande Société des chemins de fer 94 5/8.

Obligations du chemin de fer Nicolas 77.

Obligations de la Société du chemin de fer Varsovie 86 1/2.

Faits divers.

Le Bulletin de San-Francisco raconte les romanesques circonstances d'une réunion de famille opérée dans la nuit de Noël.

« Il y a environ dix ans, deux frères avaient quitté l'Illinois, pour se rendre en Californie. L'aîné était de mœurs régulières et ayant reçu une bonne éducation commerciale, mais le plus jeune était enclin à la dissipation, et il s'était trouvé à tant de mauvais tours dans son pays, que nul n'avait regretté de le voir partir. Les deux frères vécurent quelque temps ensemble à San-Francisco, pendant qu'ils s'occupaient de chercher une position. Le plus jeune ne tarda pas à faire de mauvaises connaissances et ils se séparèrent d'un commun accord.

« L'aîné obtint de l'emploi comme homme de peine dans une maison de commerce, et par son intelligence et sa bonne conduite il gagna si bien la confiance des patrons, que graduellement il arriva à devenir associé dans la maison. Il avait fait un riche mariage; il avait récemment acheté une maison dans Bush street, et aux dernières fêtes de Noël il avait attendu de lui trois jeunes enfants ravis par les merveilles de l'arbre de Noël. La famille s'était retirée à minuit et son chef venait à peine de fermer les yeux quand il fut réveillé par un bruit suspect dans les pièces du rez-de-chaussée de la maison. Armé d'un revolver, il se glissa dans le parloir et aperçut un homme qui cherchait à forcer l'armoire où l'on serrait l'argenterie. Arrêtez! s'écria-t-il, en ajustant le voluer avec son revolver, ou vous êtes un homme mort.

« A ces mots, la pince tomba des mains du voleur qui, se jetant à genoux, s'écria : « Aussi vrai que Dieu est mon juge, Robert, je ne saisis pas que vous habitez ici. » Celui qui venait d'être interpellé sous ce nom de Robert reconnu avec horreur que son voleur n'était autre que son jeune frère qui n'avait pas vu depuis près de dix ans.

« Cette nuit-là le voleur dormit paisiblement sous le toit de son généreux frère, qui veut l'employer dans sa maison de commerce et à déclarer, les larmes aux yeux, que la perspective de sauver son frère en le ramenant dans la bonne voie, faisait de ce jour de Noël le plus